

Rapport de mission

Evaluation communautaire participative, Lac Tchad

Janvier / Février 2019



Contenu

CONTENU	2
LISTE DES ACRONYMES	3
RESUME ET MESSAGES CLES	4
INTRODUCTION.....	5
1. METHODOLOGIE	6
1.1. CHRONOLOGIE ET LOCALISATION.....	6
1.2. APPROCHE	7
1.3. OUTILS.....	9
1.4. LIMITES.....	10
2. ANALYSE TRANSVERSALE DES RESULTATS.....	12
2.1. ELEMENTS DE CONTEXTE	12
2.2. DIVISEURS ET SOURCES DE TENSION	13
2.3. CONNECTEURS ET CAPACITES LOCALES POUR LA PAIX	17
3. OPTIONS DE PROGRAMMATION.....	23
4. PROFILS COMMUNAUTAIRES.....	34
4.1. BOL GUINI PROFIL COMMUNAUTAIRE	35
4.2. FULA TARI PROFIL COMMUNAUTAIRE.....	40
4.3. KOULFOUA PROFIL COMMUNAUTAIRE	46
4.4. PROFIL COMMUNAUTAIRE FITINE	51
4.5. ÎLE DE KOULFOUA – AUTRES VILLAGES	56
5. LISTE DES ANNEXES.....	61

Liste des acronymes

BH	Boko Haram
CDA	Collaborative for Development Action – créateurs de l’approche <i>Ne pas Nuire</i>
CdM	Cheffe de Mission
CfW	Cash for Work
CICR	Comité International de la Croix-Rouge
CLPs	Capacités locales pour la Paix
FAO	Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture
FMM	Force Multinationale Mixte
HCR	Bureau du Haut-Commissaire des Nations-Unies pour les Réfugiés
NPN	Ne Pas Nuire
OIM	Organisation Internationale des Migrations
PBF	Fonds des Nations-Unies pour la Consolidation de la Paix
PDI	Personnes Déplacées Internes
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
RC	Coordinateur Résident des Nations-Unies
UNICEF	Fonds des Nations-Unies pour l’Enfance
CFA	Devise de référence de la Communauté Financière Africaine (Tchad inclus)

Résumé et messages clés

Les cinq sites sélectionnés pour ce projet (Bol Guini, Fitine, Fula Tari, ville Koulfoua et Koulfoua - périphérie) ont en commun des niveaux élevés de pauvreté, et une expérience traumatique commune de la violence que Boko Haram a infligé à leurs communautés. La peur reste présente dans tous les sites, surtout à Fitine et Koulfoua-périphérie.

Chaque site est constitué en communautés, établies selon des critères ethniques et linguistiques. Cela va de quatre communautés pour Fula Tari (Arabes, Boudoumas, Kanembou et Haoussa), jusqu'à quatorze (et plus) communautés pour Koulfoua (Les détails apparaissent dans le profil de communauté Koulfoua, voir la section 4.3 ci-dessous). A l'exception de Bol Guini (dans une certaine mesure), il n'y a pas de tendance apparente de violence communale. L'expérience commune de la violence et de la pauvreté a en fait contribué à une dynamique de groupe positif : une volonté forte de « vivre ensemble » et une gouvernance locale très inclusive.

Les mécanismes de règlement des conflits semblent efficaces et inclusifs. Ils sont efficaces dans la mesure où i) la plupart (sinon tous) des différends sont résolus paisiblement au niveau des dirigeants communautaires, et cela implique systématiquement ii) un élément de réconciliation (le « coupable » est invité à admettre sa responsabilité et demander pardon). Ils sont aussi inclusifs, et i) les chefs de communauté règlent les différends ensemble, quelle que soit l'origine ethnique des plaignants ; ii) les chefs de communauté et, dans une certaine mesure, des groupes plus larges de notables, sont consultés par les chefs de canton en matière de gestion des affaires publiques dans chacun des sites proposés d'intervention. Les autorités traditionnelles représentent une Capacité Locale pour la Paix (CLP) pour ce projet.

Le risque le plus important pour ces sites est l'accès au capital naturel et environnemental. Le capital naturel souffre des effets combinés du changement climatique, la pression démographique et l'utilisation non durable des ressources. Les communautés dépendent directement des ressources naturelles pour leur bien-être et moyens de subsistance, et ont besoin d'une assistance technique et d'expertise pour mieux les gérer, à commencer par le bois, l'eau et l'accès à la terre. Il doit être noté que les communautés ont une réelle compréhension des intérêts économiques qu'elles ont en commun, et que les groupements existants sont autant d'opportunités pour les activités de projet financé par le PBF.

Une gamme d'options programmatiques existe, qui peut contribuer aux objectifs affichés de résilience et de consolidation de la paix de ce projet. Ces options (voir section 3 ci-dessous) ont en commun les éléments suivants : i) Le capital social (pour favoriser les relations de confiance et de coexistence), ii) le capital naturel et environnemental (pour réduire les fragilités par rapport au bois, l'eau et la terre), iii) le capital économique et financier (pour bâtir sur les intérêts économiques existants et offrir aux communautés des compétences et savoir-faire durables). Ces options feront bien sur l'objet d'un processus facilité d'évaluation des besoins et des priorités par les communautés elles-mêmes, pour leur permettre de faire un choix informé quant à leurs activités dans le cadre de ce projet.

Introduction

Le Fonds d'appui à la consolidation de la paix des Nations-Unies (PBF) a attribué un contrat de 18 mois à l'OIM pour promouvoir la paix dans la province du Lac Tchad, à travers une approche à deux volets de promotion de la résilience et d'atténuation des défis du changement climatique. L'OIM œuvre en partenariat avec la FAO et le HCR pour ce projet. Ces deux agences se concentrent sur le canton de Bagasola, tandis que l'OIM travaillera spécifiquement dans le canton de Bol pour la durée de ce projet (jusqu' à début 2020).

Dans le cadre des travaux préliminaires pour ce projet, l'OIM a engagé un consultant indépendant pour procéder à une évaluation communautaire participative *Ne pas Nuire* (NPN) des cinq sites sélectionnés pour la composante Bol du programme. L'objectif était d'effectuer des visites à Bol Guini, Fula Tari, et les îles de Koulfoua et Fitine, en vue d'évaluer précisément la cohésion sociale des populations sur ces sites, les ressources dont ils disposent et les actions possibles dans le cadre d'initiatives de développement local. Cette mission a eu lieu du 27 Janvier au 14 Février 2019.

Ce rapport de mission est structuré comme suit. La section 1 décrit la méthodologie utilisée pour l'évaluation, la section 2 présente une analyse transversale des résultats de la mission. Cela inclue une analyse spécifique des *connecteurs* et des *diviseurs*, selon l'approche NPN habituelle. La section 3 décrit les options programmatiques. Il convient de souligner que ces options ne sont pas des recommandations à ce stade, dans l'attente d'un processus conjoint d'analyse des besoins et d'établissement des priorités au sein de chaque communauté, ce qui va se passer dans les prochaines semaines. Alors seulement, certaines de ces options (ou d'autres) peuvent être validées, une fois fondées sur un consensus communautaire. La section 4 inclue les profils communautaires, tableaux qui reprennent l'essentiel des informations pour chacun des cinq sites d'intervention. La section 5 liste les annexes.

Le consultant souhaite profiter de l'occasion pour remercier l'équipe de l'OIM Tchad pour leur confiance et leur soutien continu. L'auteur assume l'entière responsabilité de toute erreur ou omission dans ce rapport.

1. Méthodologie

Cette évaluation participative a été développée sur la base d'une approche Ne pas Nuire (NPN). Le postulat de base est que les programmes de développement internationaux, quand ils se déroulent dans un environnement fragile ou dans le contexte d'un conflit violent, deviennent partie de ce contexte. Par conséquent, les moyens mis en œuvre pour ce projet peuvent attirer des comportements prédateurs de la part de certaines parties prenantes, alimenter des dynamiques de conflits locaux, possiblement renforcer le contrôle qu'un group exerce sur d'autres, et/ou perturber les dynamiques de marché locales, l'accès à l'emploi et les conditions salariales.

Ayant cela en tête, les outils pour cette mission ont été développés afin de comprendre les (potentielles) sources de tensions, ainsi que les capacités qui existent pour les réguler et les atténuer. À tout le moins, il est prévu que l'utilisation d'une méthodologie NPN permettra à l'équipe de projet de ne pas alimenter et exacerber les tensions au niveau local.

1.1. Chronologie et localisation

Chronologie - Cette mission a eu lieu du 27 Janvier au 14 Février 2019 en vue de procéder à une évaluation communautaire NPN participative dans cinq endroits à Bol. Passé une phase préparatoire à N'Djaména (27 janvier-1 février 2019) pour informer l'équipe et finaliser les outils ensemble, la phase d'évaluation a directement eu lieu dans la province du Lac Tchad. La mission comprenait essentiellement cinq personnes, le chef de projet OIM et son adjoint, deux mobilisateurs communautaires parlant couramment les langues locales (Arabe local, Kanembou et Boudouma), et un consultant international pour les appuyer en termes de méthodologie, conception d'outils, collecte et analyse des données, et écriture du rapport.

Emplacement - L'équipe de base de l'OIM a sélectionné cinq sites comme suit :

- Bol Guini, un quartier péri-urbain dans la ville de Bol, qui abrite des communautés d'accueil et un nombre important de ménages déplacés et des rapatriés.
- Fula Tari, de facto un camp de personnes déplacées situé à 15 km à l'est de Bol, et qui existe depuis environ quatre ans. Sa population est estimée à 721 ménages / 3.000 habitants (estimation OIM).
- L'île de Koulfoua, située entre 1h30 à 2h45 au sud-ouest de Bol et accessible uniquement par bateau. L'île abrite une localité principale (Koulfoua « ville ») en plus d'une demi-douzaine de plus petits hameaux. La population de l'île est estimée à un maximum de 8.000 habitants dans son ensemble. L'OIM travaillera à Koulfoua ville et au moins un autre site sur l'île.
- L'île de Fitine, située à 1h30 à 2h00 au sud de Bol et accessible uniquement par bateau. Population estimée 4.000.

Le calendrier de la mission figure ci-dessous.

Calendrier Mission		
N'Djamena	27 au 31 janvier	Arrivée, briefing, séance d'information NPN pour l'équipe projet IOM, discussion et finalisation des outils de recherche
	1 février	N'Djamena - route Bol
Bol	2 février	Séance d'information avec les participants de la société civile Bol, présentation mission et méthodologie NPN / séance d'information des mobilisateurs de communauté OIM
Bol	3 février	Planification des mouvements de terrain
Bol Guini	4 février	Discussions de groupe et debriefing
Fula Tari	5 février	Discussions de groupe et debriefing
ville Koulfoua	6 février	Discussions de groupe et debriefing
île Fitine	7 février	Discussions de groupe et debriefing
Bol	8/9 février	Rencontre avec l'association de parents d'enseignants, Chef de Canton, Maire de Bol, visite de Bol Guini.
Fula Tari	10 février	Groupe de jeunes discussion et debriefing, visite du polder et ouaddi
Koulfoua 2	11 février	Discussions de groupe et debriefing
N'Djamena	12 au 14 février	Retour par la route à N'Djamena, l'UE debriefing, PBF debriefing, debriefing Cheffe de mission OIM, départ

1.2. Approche

Discussion de groupe avec facilitation OIM - Dans chaque site, l'équipe a cherché à tenir trois discussions de groupe avec i) un panel représentatif des membres de la communauté (les deux sexes), ii) un groupe représentatif des femmes et iii) un groupe représentatif de jeunes seulement (les deux sexes). La première session est communément appelée dans le présent rapport « groupe principal ». La possibilité de tenir des discussions de groupes plus petits et structurés (FGD) a été rapidement mise à l'écart, compte tenu du nombre de participants et des contraintes de temps/logistique pour se rendre sur certains de ces sites.

Chaque « groupe principal » incluait des hommes, des femmes et, la plupart du temps, des jeunes garçons et des jeunes femmes. Les groupes principaux ont été modérés pour que les femmes et jeunes prennent part à la discussion.

Participation indicative, 500 participants au total		
Bol Guini, 90 participants au total	4 février - groupe principal	30 participants, le sexe équilibré (15/15)
	4 février - femmes seulement	30 participants
	4 février - jeunes seulement	30 participants, équilibre entre les sexes
Fula Tari, au total 120 participants +	5 février - groupe principal	30 participants, équilibre entre les sexes
	5 février - femmes seulement	30 participants
	5 février - 2ème groupe principal	40 participants
	10 février - jeunes seulement	25 + participants, le sexe symétrique *
Koufoua ville, un total de 60 participants	6 février - groupe principal	30 participants, équilibre entre les sexes
	6 février - femmes seulement	30 participants
autres Koufoua, total 100 participants +	11 février - femmes seulement	60 + femmes *
	11 février - Les jeunes	40 participants âgés de 8 à 25 ans (âge médian 15 ans), équilibre entre les sexes
île Fitine, au total 120 participants +	7 février - groupe principal	70 + participants, équilibre entre les sexes, y compris au moins un tiers de jeunes (âgés de 6 à 25 ans) *
	7 février - femmes seulement	50 + femmes *

* Le signe + indique que, au-delà du nombre indiqué de participants présents au début d'une session, d'autres ont continué à venir et se sont rajoutés au nombre initial.

Il n'a pas toujours été possible de tenir ces séances dans chaque communauté, en raison des contraintes de temps / de transport. Lorsque trois sessions ne pouvaient être tenues séparément, la mission a procédé de deux façons : i) des représentants des jeunes ont été invités à se joindre au groupe principal, ou à la session « femmes seulement » (par exemple à Koufoua et Fitine); ii) abandon du groupe principal, pour au contraire convenir un plus grand nombre de participants au sein des groupes « femmes » et « jeunes », afin d'assurer la plus grande diversité possible (à Koufoua « autres »).

A Fula Tari, il est apparu que la session principale du matin n'incluait aucun représentant d'un groupe de ménages récemment arrivés (quatre mois avant). Une délégation est venue dans l'après-midi et un second « groupe principal » a eu lieu avec eux. Voir le tableau ci-dessus pour plus de détails sur chaque session de dialogue.

La participation des femmes - en sus des groupes de dialogue de femmes (femmes seulement), les femmes et les hommes représentaient le même nombre de participants à chacun des « groupes principaux ». Ceci à l'exception de Fitine où les participantes représentaient un nombre moindre, environ 35% du nombre total de participants (pour rappel, un groupe femmes s'est ensuite tenu, rassemblant plus de 50 participantes).

1.3. Outils

Les outils développés pour cette mission reprennent des concepts existants, des approches et des outils développés par d'autres acteurs (y compris, CDA, CARITAS, Handicap International). Le consultant a conçu une série de questionnaires afin de recueillir des données qualitatives sur la gouvernance, les sources de tensions, les capacités locales de résolution de problèmes, et l'environnement d'une communauté donnée. Pour ce dernier, le questionnaire a touché en particulier sur les moyens de subsistance, la santé et l'éducation. Les questions ont été formulées de manière non conflictuelle, se fondant sur des concepts et approches éprouvé(e)s de résilience, en vue d'obtenir des commentaires sur les trois séries de considérations suivantes :

- **La communauté est-elle socialement cohésive ?**

Qu'est-ce qui définit, rassemble ou divise cette communauté ? Quelles sont les sources de tensions, comment sont réglés les conflits et à quel degré de satisfaction des utilisateurs ? Il est apparu nécessaire de s'intéresser à la question du « capital humain » pour comprendre de façon succincte si les membres des communautés sont bien informés, en bonne santé et peuvent répondre à leurs besoins fondamentaux.

- **Le capital économique et environnemental de la communauté**

Est-ce que cette communauté dispose de possibilités économiques et peut-elle gérer convenablement (et durablement) ses ressources naturelles ? Quelles infrastructures existent en appui du capital économique et environnemental de la communauté ?

- **La communauté est-elle « interconnectée » ?**

Cette interconnexion peut se matérialiser en associations, les réseaux, les syndicats et les groupes d'individus au-delà des frontières naturelles de la communauté. L'interconnectivité est un facteur de résilience clé car il s'agit de relations qui vont au-delà des frontières établies de la communauté elle-même. Plus ces réseaux sont larges et divers, plus les mécanismes d'adaptation le sont, et plus grande est la résilience des membres de la communauté.

Le questionnaire principal a ensuite été raccourci et adapté pour les groupes de femmes et jeunes, afin d'éviter les redondances avec le travail effectué dans le groupe principal.

Profils communautaires - la mission a également produit un « profil communautaire » pour chaque site (voir la section 4 ci-dessous). Il s'agit d'un tableau qui capture les observations les plus importantes pour chacun des cinq sites.

1.4. Limites

500 participants « seulement » - Cette évaluation participative a été de courte durée et ne s'applique qu'à un nombre limité de participants. Cette évaluation ne comprend pas d'outils quantitatifs (manque de temps pour la collecte de données et de validité statistique sachant que l'échantillon n'était pas forcément statistiquement représentatif des populations).

Les participants ont été sélectionnés principalement par le chef canton / dirigeants communautaires, se fondant sur des « instructions » détaillées de l'OIM quant à la diversité et l'inclusion en termes d'âge, de sexe, d'origine ethnique, sociale et professionnelle, de provenance (communauté d'accueil et populations déplacées). A l'exception de Bol Guini, les autorités locales ont scrupuleusement suivi les conseils de l'OIM et les groupes de discussion étaient représentatifs et inclusifs. A Bol Guini, il s'est avéré que les participants provenaient essentiellement des communautés hôtes, à l'exclusion de la majeure partie de la population (réfugiés / déplacés¹). Une visite terrain et des entretiens détaillés ont eu lieu à Bol Guini pour rencontrer certaines de ces familles et voir leurs conditions de vie à Bol Guini.

Une durée limitée - les membres de la mission ont pu retourner dans chaque communauté, à l'exception de l'île de Fitine. Des discussions approfondies ont eu lieu avec les participants, mais ceci n'est que le début d'un long processus. L'analyse ci-dessous est aussi détaillée que possible dans ce délai, mais il ne s'agit en aucun cas d'une compréhension approfondie de la population locale, ses mécanismes d'adaptation, et ses interactions au sein du groupe et avec des étrangers (par exemple, les membres de la mission). Certains des commentaires dans ce rapport peuvent ne pas être pertinents au mandat de l'OIM ou la portée de ses travaux et devront être partagés avec les partenaires concernés (par exemple, l'UNICEF pour Koufoua, ou le CICR sur la question de la vaccination).

Une portée limitée - ce projet PBF offre une portée limitée pour trois organismes de travailler dans un total de dix communautés, dont cinq à Bol. Il peut être utile de souligner que la marginalisation du Lac Tchad a été exacerbée par la crise régionale Boko Haram, mais trouve ses racines dans les questions plus larges de gouvernance qui vont au-delà du mandat et des moyens de l'OIM et de ses partenaires onusiens sur ce projet.

Autant dire que ce projet, et les attentes à l'égard des résultats qu'il peut fournir, doit être compris à l'aune d'un besoin plus stratégique de i) améliorer la sécurité des populations du Lac Tchad, ii) soutenir les projets de développement inclusif menés au niveau local pour les communautés clés, et iii) promouvoir l'interdépendance entre les communautés elles-mêmes, ainsi qu'entre les communautés et l'État.

L'intervention du PBF peut répondre à une partie de la composante 2 et éventuellement la composante 3 dans la mesure où les ressources le permettent. Le projet financé PBF n'est

¹Dans le cas de Bol Guini, les membres de la communauté non-hôte sont appelés « réfugiés / déplacés internes », comme cela est surtout la façon dont les participants du groupe les a appelés. Toutefois, il convient de noter que beaucoup de citoyens étrangers partie de ce groupe (par exemple, les Nigériens) n'ont pas le statut de réfugié et ne sont pas enregistrés auprès du HCR. Détails ne sont pas disponibles au moment de l'écriture, mais peuvent être obtenus auprès du chef du village.

pas équipé ni destiné à lutter contre les diviseurs dont l'origine va bien au-delà des communautés en question, en particulier en ce qui concerne les questions plus larges de sécurité et sécurité des civils, gouvernance et relations entre l'État et ses citoyens. Bien que ceux-ci restent en dehors du champ d'application du projet en cours, ils auront néanmoins un impact décisif sur ses perspectives de succès.

2. Analyse transversale des résultats

2.1. Eléments de contexte

Ce rapport ne va pas répéter les analyses existantes sur la province du Lac Tchad, mais plutôt mettre l'accent sur les éléments les plus pertinents pour cette évaluation. Le Tchad fait face à un large éventail de défis, et se classe dans les trois derniers rangs de l'indice de développement humain du PNUD. Si la situation est grave près du Lac Tchad, il est à rappeler que les citoyens ne disposent pas de l'accès le plus élémentaire aux services de base dans beaucoup d'autres régions du pays.

Ce qui rend les choses encore plus difficiles pour les populations du Lac Tchad est l'effet combiné de la marginalisation de longue date, du terrorisme (et des combats et opérations militaires qui en découlent) et du changement climatique. Ces trois facteurs ont entraîné des déplacements de population importants / une pression démographique accrue sur des ressources insuffisantes² et une augmentation de la pauvreté³.

Alors que cette évaluation prenait lieu, une stratégie civile intégrée pour faire face à la crise du Lac Tchad n'en était qu'à ses débuts. Le PNUD et le bureau de la RC sont venus à Bol début Février pour la mise en place d'une stratégie de développement du Lac Tchad en coopération avec les autorités du pays. Les résultats de ce processus restent flous pour l'instant. Dans cette situation, la plupart des interventions internationales dans la zone du Lac demeurent humanitaires / d'urgence. Trois considérations viennent alors à l'esprit :

Ce projet et ses activités contribueront à la paix, mais ne peuvent suffire à son rétablissement. En règle générale, la coexistence et la participation communautaire sont essentielles pour faire baisser les tensions et améliorer les conditions de vie, mais l'on se doit de ne pas surestimer la capacité des citoyens d'apporter une transformation significative et durable de leur environnement.

Le changement social est nécessaire au-delà des interventions communautaires financées par le PBF - Le Tchad s'est pour l'instant concentré sur la dimension sécurité dans la province du Lac, y compris par l'envoi de contingents de la FMM dans les îles. Cela est le cas pour Koulfoua et Fitine, où les populations estiment que leur sécurité s'est améliorée en conséquence. Cependant, les « facteurs d'incitation » qui ont pu contribuer à l'appel initial de Boko Haram restent valables : i) une faible alphabétisation, la pauvreté et la marginalisation socio-politique, ii) une défiance vis-à-vis d'agents de l'état qui peuvent faire preuve de prédation / coercition / intimidation à l'égard des populations civiles, et iii) un

2 Les réfugiés et les personnes déplacées comprennent généralement i) les réfugiés principalement du Nigeria, ii) un nombre important de citoyens Tchadiens qui sont revenus des pays voisins (Nigeria, Niger, Cameroun) comme la propagation de l'insécurité, iii) à l'intérieur des déplacés Tchadiens qui se sont déplacés loin des zones frontalières en raison de l'insécurité, ou déplacés en raison du changement climatique et la perte des ressources naturelles.

3 Le terrorisme transnational et l'insécurité résultant entraîné une perte drastique du revenu régional lorsque le commerce transfrontalier avec le Nigeria (principalement mais non seulement le bétail) est venu à une halte.

manque de rapport de la périphérie au centre. Bien que les répondants puissent penser à N'Djamena en termes d'opportunités de marché, l'Etat peine à fournir des services de base dans leur communauté.

Le potentiel de consolidation de la paix et de la coexistence est réel, tout comme l'est le risque de tension, voire de conflit. Le Lac Tchad offre une vraie attractivité économique et est de facto un centre commercial régional. Les retours vers les îles éloignées restent encore faibles⁴ mais il est logique de s'attendre à une compétition accrue à l'avenir, pour des ressources limitées. Cela est susceptible d'inciter à une collaboration / collusion de fait entre groupes dont les intérêts économiques convergent. Il n'y a aucune raison logique pour laquelle des groupes armés (dont BH) n'essaieraient pas de tirer parti de cette réalité, aussi longtemps que les populations du Lac Tchad restent marginalisées.

2.2. Diviseurs et sources de tension

Les méthodes NPN utilisent couramment les concepts de diviseur et de connecteur pour analyser les relations de groupe dans un contexte donné. Les diviseurs sont des facteurs qui créent la division ou la tension. Les connecteurs sont des facteurs qui maintiennent les groupes ensemble, ou les aident à coexister de manière constructive.

Sauf dans le cas de Bol Guini, cette mission n'a trouvé aucune division forte au sein des communautés évaluées. Plutôt que des diviseurs, la mission a constaté des risques qui, s'ils ne sont pas gérés, peuvent conduire à des tensions supplémentaires et, le cas échéant, des conflits.

2.2.1. Diviseur 1 – les divisions entre les communautés d'accueil et d'autres groupes sont limitées

Ce projet est basé sur l'hypothèse que des tensions existent entre les différentes composantes d'une communauté donnée. Cependant, il n'y a aucune preuve pour suggérer que ce soit le cas, ou plutôt de suggérer des tensions le long des lignes ethniques, religieuses ou genre. Aucune tension intra-communautaire n'a pu être observée durant cette mission. Cependant, des tensions existent entre les communautés d'accueil et autres, en particulier à Bol Guini.

A Bol Guini, les attitudes et actions sont un diviseur puissant en ce qui concerne la façon dont les réfugiés / déplacés / rapatriés sont perçus. Le groupe hôte a exprimé une animosité claire à leur égard lors de nos discussions, qui reflète des perceptions négatives assez communes de l'« étranger » comme un risque, et celui/celle qui profite d'une situation aux dépens de la population locale. Il y a peu de compréhension des histoires de vie spécifiques, y compris la mesure dans laquelle nombre de réfugiés/déplacés apportent richesse et lien social à la communauté dans laquelle ils sont installés. L'équipe d'évaluation a ainsi

⁴ Cette tendance peut être expliquée par i) l'absence de services publics de base loin du rivage, dans des endroits comme Koulfoua et Fitine (voir les communautés et les profils à l'article 4 ci-dessous), ainsi que la perception que les îles sont éloignées, d'où moins sûr que la rive.

rencontré deux ménages Kanuri qui sont arrivés à Bol Guini du Nigeria et du Niger au cours des quatre dernières années. Ils vivent dans des structures en briques de boue semi-permanentes qu'ils louent à des propriétaires locaux, et travaillent comme bouchers au marché de Bol. Ils sont bien intégrés dans leur environnement et sont d'importants acteurs économiques locaux.

2.2.2. Diviseur 2 - il existe des tensions en ce qui concerne le capital naturel et environnemental des communautés

Sans être une source de division, les tensions existent en ce qui concerne le capital naturel et environnemental des communautés. Cela inclue les ressources naturelles dont dépendent les gens pour leur bien-être, accès à la terre, bois et eau. Dans les communautés évaluées, le capital naturel subit des changements rapides en raison du changement climatique, de l'augmentation de la pression démographique et de l'utilisation non durable des ressources (en particulier en ce qui concerne la pêche). Les risques augmentent pour les communautés qui dépendent directement de l'environnement et de ses services pour leurs moyens d'existence et leur bien-être. Ils mettent en évidence la nécessité de fournir à ces communautés la capacité de mieux gérer leurs ressources naturelles.

Ce qui peut diviser les gens est un manque suffisant d'accès aux ressources naturelles, à commencer par le bois, puis l'eau, puis la terre. Le bois est un sujet de controverse sur les cinq sites (peut-être moins à Koulfoua), et l'accès inégal à la terre est une source de tension à Fula Tari et Bol Guini. Les contraintes sont les suivantes :

Le bois manque- les membres de la communauté ont besoin de bois pour : i) matériaux de construction pour former la structure de leur abri avant d'utiliser des roseaux pour former la plus grande partie des murs / toit ; ii) ériger des clôtures et protéger leurs cultures contre les animaux domestiques et sauvages⁵; iii) construire des enclos pour les petits ruminants et la volaille ; iv) combustible pour cuisiner et fumer le poisson.

La situation est devenue particulièrement grave à Fula Tari où le bois / arbres sont rares à proximité du site. Idem à Bol Guini, un environnement semi-urbain où les utilisateurs n'ont d'autre accès au bois que ce qui est disponible sur le marché, qu'ils ne peuvent généralement pas se permettre (un fagot de bois coûte 2500 CFA à Bol Guini, soit le même prix que 3 repas pour un ménage de 10-12 personnes pour un jour⁶). A Fitine, la pénurie de bois est aussi un problème, et les gens ont peur de s'aventurer hors de leur village pour aller ramasser du bois (ils craignent Boko Haram).

Pour ce qui est du combustible, la principale alternative est le fruit du palmier Doum. Ce fruit, une fois sec, est un combustible pratique. Cependant, les stocks ont été épuisés à proximité de chacun des sites évalués, et les utilisateurs ne peuvent pas s'aventurer plus loin pour

5 Les animaux sauvages n'ont été signalés comme un problème en peul Tari (gazelles et éléphants).

6Les prix du bois comme indiqué dans plusieurs magasins à Bol. Prix des produits alimentaires tel que rapporté par une femme chef de famille à Bol Guini, qui a besoin de 2500 CFA pour nourrir sa famille 3 repas par jour. La famille se compose de quatre adultes et neuf enfants âgés de 1 à 15 ans.

reconstituer leurs stocks pour des raisons de distance (Fula Tari et Bol Guini) / insécurité (dans les îles).

Le manque de clôtures durables est un vrai problème dans tous les sites, pour protéger les cultures des petits ruminants. Dans les îles, les terres agricoles sont inondées chaque année pour environ 1,5 mois et toutes les clôtures sont emportées par les eaux. Une clôture permanente est nécessaire, moins pour éviter un éventuel conflit entre les éleveurs et les agriculteurs⁷, mais plutôt assurer l'intégrité de la production agricole et maximiser sa valeur. Pour l'instant, les agriculteurs sont d'accord qu'une partie « importante » de la récolte est broutée par le bétail et les animaux divers.

La terre est insuffisante – l'accès à la terre n'est pas techniquement un problème pour les communautés insulaires, où les terres agricoles sont facilement disponibles, mais nécessite des systèmes d'irrigation. La situation est désastreuse à Bol Guini et Fula Tari.

À Fula Tari, l'accès à la terre reste largement insuffisant pour les membres de la communauté. Certains ont accès au polder à proximité, où ils peuvent soit louer la terre, ou travailler comme journaliers (pour 1000 à 1500 CFA par jour). La terre appartient aux communautés d'accueil à proximité.

A noter, une partie du polder est dans une zone inondable et laissée en friche entre chaque inondation saisonnière. Les dirigeants communautaires indiquent que la terre appartient aux gens de Ngambea, qui leur interdisent de laisser leurs animaux paître sur ce terrain avant la récolte.

L'équipe de projet OIM peut avoir l'occasion de soutenir un processus de médiation locale entre Fula Tari et Ngambea, afin de se mettre d'accord sur les conditions d'utilisation de la friche. L'impératif économique n'est pas assez fort pour Ngambea, mais l'accès à ce pâturage pourrait faire une différence significative pour les éleveurs de Fula Tari, dont les animaux sont en piteux état.

En outre, Fula Tari a son propre Ouaddi qui peut être utilisé à des fins agricoles / pâturage, mais est situé à 7 km (1h30 heure) du village. Le site est la plupart du temps laissé intact car il est trop éloigné de Fula Tari. L'équipe de projet a l'occasion de le faire revivre, i) à condition que Fula Tari voit une raison de marcher sept kilomètres jusqu'au site ; ii) dans le cas où les éleveurs de Fula Tari souhaitent l'utiliser comme pâturage ; iii) dans le cas où une communauté voisine souhaite utiliser la terre et partager la récolte avec Fula Tari dans le cadre d'un accord de médiation.

A Bol Guini, la majorité de la population (personnes déplacées / réfugiés) n'a pas accès à la terre. Quant à la communauté d'accueil, la salinisation de leur polder est un phénomène de longue date - et apparemment bien documentée⁸ - qu'ils ne peuvent gérer à leur niveau.

⁷Dans les îles, les éleveurs et les agriculteurs sont souvent les mêmes. à-dire les mêmes gens cultivent légumes / céréales ainsi que soulèvent les petits ruminants ou le poulet.

⁸ Voir Chevrery C (1967), Note sur la Fertilité des sols des polders de Bol après des années de mise en culture, Ainsi que Dieleman PJ (1964), Des études de mouvement sel et l'eau dans le Bol Guini Polder. Cliquez sur les titres pour activer le lien hypertexte.

Le manque d'eau - pour i) l'irrigation, ii) les bovins et iii) la consommation humaine -

le manque d'électricité et le coût du carburant pour pomper l'eau signifient que les systèmes d'irrigation sont limités, à la fois techniquement et en portée. Cela a réduit le rendement des cultures et limité les possibilités agricoles dans les îles, où la terre est abondante.

Les animaux boivent régulièrement l'eau du lac, infestée de vers, et les plus faibles peuvent en mourir. Les humains ont un accès limité à l'eau pour leur propre consommation (voir le tableau ci-dessous). A Fula Tari, des altercations physiques surviennent régulièrement près du seul puit en fonction.

	Nbre total de puits	Nbre en usage	Commentaire
Bol Guini	1	1	Insuffisant
Fula Tari	3	1	Eau saumâtre
Koufoua ville	5	1	Quatre puits sont brisés. Aucune pièce de rechange / équipement pour les fixer.
Fitine ville	3	2	Un puit « cassé ». Aucun équipement pour le fixer
Koufoua (sites)	0	0	Aucun puits. L'eau du lac seulement.

Un manque de pratiques environnementales durables⁹ - l'érosion des sols, salinisation des sols, la déforestation, la surpêche, et des techniques peu performantes de transformation du poisson sont un problème dans les cinq sites sélectionnés pour ce programme. L'érosion des sols et la déforestation frappent fortement Fula Tari, la salinisation des sols Bol Guini, et la pêche des alevins/poissons sous-dimensionnés les communautés insulaires.

2.2.3. Diviseur 3 - systèmes et institutions sont à la fois un diviseur et un connecteur

Les citoyens ont une relation lointaine à l'Etat et ses agents. Sur la rive, les habitants de Fula Tari ont des interactions limitées avec des représentants de l'état, à l'exception i) du personnel de sécurité aux postes de contrôle, qui extorque systématiquement ceux qui n'ont

9A l'exception de l'absence de systèmes appropriés de drainage d'irrigation, le manque de pratique durable est moins aigu par rapport à l'agriculture, les agriculteurs ne pas utiliser d'engrais autre que le fumier occasionnel. Dans les îles, les champs sont inondés chaque année, 1,5 mois environ. De même, sur Fitine, on estime que la moitié des terres agricoles sont inondées pendant la saison des pluies.

aucune preuve d'identité (500 à 1 000 CFA par personne) ; ii) Des agents du service des Eaux et Forêts qui imposent des amendes sévères à ceux qui coupent les arbres et les branches.

En pratique, cela signifie que les citoyens voient essentiellement des représentants de l'État en uniforme, et ils n'ont pas la perception de l'État en tant qu'entité civile qui peut fournir des services sociaux. A Koulfoua et Fitine, un marché/ centre de traitement du poisson (y compris tables de séchage et de fumoirs) ont été construits depuis 2012, et mis sous clef depuis, dans l'attente d'un lancement officiel¹⁰. Dans ce contexte, le risque est réel d'une perception négative de l'État. Même dans les îles, si les habitants louent les militaires pour la sécurité qu'ils leur apportent, ils les craignent fortement.

À la lumière des conditions de vie difficiles à Fula Tari, où les habitants ont besoin de bois régulièrement (combustible, abris, clôtures), extorsion et amendes ont de graves répercussions sur les moyens de subsistance des uns et des autres.

La situation est moins désastreuse dans les autres sites. En effet, Bol Guini est plus proche des centres commerciaux et administratifs de la ville (pas de points de contrôle). Dans les communautés insulaires, les habitants ne ressentent pas la nécessité de papiers d'identité. En outre, le bois / combustible est une ressource moins rare que sur les berges du Lac.

2.2.4. Diviseur 4 - Risque d'inégalités entre les sexes comme une conséquence négative involontaire de ce projet

Il n'y avait aucun signe de conflit ou de tension en ce qui concerne les rôles de genre et la place des femmes dans la société, à l'exception des taux élevés de divorce signalés à Koulfoua, où les hommes peuvent prendre une autre femme dans une autre île. Ces situations entraînent souvent plus une grande précarisation pour la première femme et ses enfants.

Il peut s'avérer nécessaire pour l'OIM de non seulement stimuler la création de richesse dans le cadre de son intervention, mais aussi de fournir des conseils sur les réinvestissements. Il s'agira d'éviter de contribuer à un scénario dans lequel les hommes utilisent leur richesse nouvellement créée pour prendre une autre femme, au lieu d'investir pour soutenir leur famille et développer leurs moyens de subsistance et opportunités. Le risque de divorce / répudiation / prendre une autre épouse comme des dommages collatéraux de cette intervention est réelle et doit être surveillée.

2.3. Connecteurs et capacités locales pour la paix

Les méthodes NPN utilisent couramment le concept de connecteurs pour analyser les relations de groupe dans un contexte donné. Les connecteurs sont des facteurs qui tirent les groupes ensemble, ou les aident à coexister de manière constructive.

¹⁰ Les chefs traditionnels ont expliqué que le gouvernement attend toujours les filets de pêche et des équipements nécessaires à la tenue d'un lancement officiel.

Ce qui rassemble les gens (connecteurs) peuvent prendre diverses formes. Les gens peuvent être unis par endroits (marchés, par exemple, les croyances (par exemple la religion), les associations formelles et informelles (par exemple, groupements et clubs sportifs), ainsi que des expériences communes (y compris le traumatisme commun de la violence Boko Haram qu'ils ont vécu). Lorsqu'une population est réunie par un traumatisme collectif tel que survivre à la violence de Boko Haram dans Fitine, la terminologie NPN classe ces expériences comme des « connecteurs négatifs ».

2.3.1. Connecteur (négatif) 1 - la peur et la misère

Toutes les communautés partagent une expérience commune de la pauvreté d'une part, et la peur de Boko Haram (si ce n'est le trauma) et des violences afférentes d'autre part. Cela a eu un effet paradoxalement positif sur la plupart des membres de la communauté qui partagent désormais un fort sentiment de « vivre ensemble ».

La pauvreté est frappante dans toutes les communautés évaluées - toutes les communautés ont en commun la forte nostalgie d'un « c'était mieux avant » Boko Haram, lorsque la frontière avec le Nigeria était ouverte et les commerçants pouvaient œuvrer dans la sous-région. Les jeunes hommes, femmes et familles étaient mobiles et pouvaient aisément traverser les frontières et saisir les occasions professionnelles et commerciales qui s'offraient à eux, et la plupart des gens pouvaient vivre de leur métier. Maintenant, beaucoup ont perdu leurs effets personnels, moyens de production et moyens de subsistance. Ils sont bloqués et n'ont pas les moyens de reconstruire leur vie : pas d'accès à la terre (Bol Guini, Fula Tari), pas de liquide pour faire croître leur entreprise à une taille suffisante (partout), pas les compétences requises pour développer, améliorer ou optimiser leurs moyens de subsistance (partout).

La pauvreté n'a pas eu un effet de discorde sur les communautés, peut-être à l'exception d'une minorité à Bol Guini. Au contraire, l'équipe d'évaluation a rencontré des familles démunies qui s'aident les unes et les autres au-delà des frontières ethniques, partagent le peu qu'elles reçoivent en distribution humanitaire, et prennent sous leur aile les plus désespérés¹¹.

Les membres de la communauté ont également tous en commun la peur de Boko Haram, la violence et la destruction qu'ils déchaînent sur leurs communautés (spécialement dans les îles) et l'insécurité qui en résulte. Ils ont tout autant peur des opérations militaires, et les seuls représentants de l'Etat qu'ils voient sont des personnels militaires/gendarmes/policiers en uniforme. La crainte est forte à Fula Tari et Koulfoua, et très forte en ce qui concerne Fitine.

Ce connecteur négatif très fort a eu pour effet de rapprocher les gens, en particulier dans les îles et à Fula Tari. Dans ces trois sites, les participants souriaient fréquemment de nos

¹¹L'équipe d'évaluation a rencontré donc avec un ménage Kanuri à Bol Guini, qui est venu de Borno il y a environ quatre ans. La veuve aveugle qui dirige le ménage « adopté » une femme répudiée et ses enfants, en plus de deux autres orphelins. Le total des ménages représente 13 personnes, dont 4 femmes et 9 enfants âgés d'un à quinze vieux ans. D'autres exemples similaires sont venus au cours de cette mission d'évaluation.

questions relatives au règlement des différends, et faisaient preuve d'une sagesse exemplaire : ils ont tout perdu à cause de Boko Haram, ils sont pauvres, pourquoi se disputeraient-ils sur le peu qu'ils ont au lieu de s'aider les uns les autres ?

Boko Haram et la misère ont formé un système de référent puissant pour les communautés évaluées.

2.3.2. Connecteur 2 – Les institutions et systèmes locaux sont de forts atouts pour la paix

Le système de justice locale est un connecteur fort dans chacune des communautés évaluées. Dans tous les cas, la résolution des différends est le plus souvent gérée directement au niveau communautaire, et est perçue comme juste et acceptable. La plupart des autorités traditionnelles peuvent jouer un rôle fort en faveur du projet PBF, et exercer une influence positive sur les communautés locales et leurs membres. L'équipe de mise en œuvre de l'OIM devra négocier avec soin, afin de ne pas, par inadvertance, les mettre en position de contrôler le projet au détriment d'un processus communautaire véritablement inclusif, mais leur participation sera essentielle pour que ce projet conserve une légitimité forte qui soit maintenue au-delà des 18 mois d'intervention.

Le respect de l'autorité était palpable dans tous les sites et peut être mis à profit pour obtenir des résultats de consolidation de la paix dans tous ces sites¹².

Les dirigeants communautaires et les chefs de canton représentent des Capacités Locales pour la Paix (CLPs) très fortes - Ils exercent de nécessaires fonctions de médiation et leur légitimité est perçue comme très élevée. Dans tous les sites, les dirigeants communautaires et le chef de canton sont responsables de l'administration de la justice, généralement par le biais des services de médiation. Ils naviguent entre les parties prenantes pour comprendre leurs griefs avant de les rassembler de manière plus formelle et arriver à une décision quant à la nature du différend. En outre, l'administration de la justice implique toujours une demande publique de pardon, ainsi qu'un serment (généralement sur le Coran) de ne pas enfreindre de nouveau la loi. Dans une communauté comme Fula Tari, l'ensemble du règlement des différends local est pris en charge par les quatre dirigeants communautaires qui se réunissent pour résoudre les conflits, y compris lorsque les différends ne concernent que les membres d'une communauté donnée (par exemple, les Arabes ou Kanembou).

Des comités locaux existent dans la plupart des sites - Leur nature et leur composition peut varier, mais tous représentent un réservoir de Capacités Locales pour la Paix (LCP) pour

12 Ainsi en va-t-il d'un terrain laissé en jachère sur le polder adjacent à Fula Tari. Le propriétaire est absent depuis des mois et les chefs de communauté ont interdit que quiconque n'empiète sur sa terre en son absence. Le lot reste clairement délimité, un morceau rouge de terre entouré de cultures vertes. Son puits déborde et, bien que l'eau soit une ressource extrêmement rare, personne ne pompe dans ce puits. La décision a été jugée équitable et est respectée, malgré la pénurie de ressources disponibles.

un site donné. En plus des comités sectoriels¹³, Fula Tari dispose ainsi d'un comité mixte composé d'une vingtaine de membres, qui sert à régler les conflits en appui des dirigeants communautaires. Ce comité comprend des hommes et femmes, mais actuellement pas de « jeunes ».

Ces comités peuvent facilement être mis à profit afin de formaliser des groupes de femmes et de jeunes dans chacun des sites d'intervention, et renforcer leur capacité de médiation et de résolution non violente des conflits. L'OIM peut vouloir cartographier tous les comités existants (et membres) dans chacune de ces communautés, en vue de planifier la formation d'un conseil intercommunautaire, comme prévu dans le cadre de l'intervention PBF. Cette cartographie permettra à l'équipe de l'OIM d'évaluer où des ajustements peuvent être nécessaires pour assurer une large inclusivité.

A Fitine, chaque communauté est représentée par un groupe de notables communautaires qui aident le chef de canton dans la gestion des affaires publiques et de justice. Chaque groupe de notables représente une dizaine de personnes, y compris des femmes. Le système est loué pour son efficacité et son équité.

Les institutions religieuses peuvent aussi être des connecteurs - A Fitine, les institutions religieuses jouent un rôle important et sont admirées. L'église a construit un centre de santé¹⁴, le marabout (qui est aussi le tailleur du village) organise des concours de psalmodie du Coran jusqu'à Bol et Kinasserom, dans le cadre d'un réseau religieux plus large. Le marabout est aussi l'un des dignitaires clés que le chef de canton et les chefs communautaires consultent pour les litiges liés aux questions d'héritage.

2.3.3. Connecteur 3 - intérêts économiques partagés

Les groupements professionnels sont officiellement enregistrés auprès des autorités, dans un lequel les objectifs sont clairement identifiés ainsi que les membres et les règles et règlements. Les membres paient un coût d'adhésion, et la réserve financière qui en résulte peut être utilisée habituellement comme un filet de sécurité sociale, en cas de décès, baptême, naissance et ainsi de suite. En cas de besoin, les membres se réunissent pour valider le prêt, l'argent va à un membre qui rembourse (sans intérêts) après la récolte.

Ces associations formelles servent une triple fonction : i) la régulation d'une activité donnée, ii) l'accès temporaire au liquide (cash) et iii) la coexistence entre hommes et femmes d'origines ethniques différentes, mais unis par des intérêts communs¹⁵. Les groupements

13 Ceux-ci sont souvent des groupements formellement enregistrés, et qui servent une triple fonction de i) régulation d'une activité donnée, ii) « fonds de roulement » quand un membre a besoin d'argent frais (en cas de mariage, baptême ou tragédie imprévue), et iii) lien social entre membres d'une communauté qui cogèrent ce groupement.

14 Il convient de noter qu'aucune église a effectivement été construite sur cette île. L'actuelle « église » se compose d'une ouverte (pas de mur) hutte au toit de chaume.

15 Bien que deux « étaient » exclusivement groupements dans la nature (une seule pour les femmes Kanembou à Bol Guini et une seule pour les femmes Massa dans Koufoua 2) tous les autres exemples inclus, les membres de toutes les lignes ethniques, et la plupart étaient à travers les lignes de genre. La cartographie des

existent dans chacune des communautés évaluées, et dénotent un fort sentiment d'intérêts économiques communs dans chacune de ces communautés.

Dans le cadre de ce projet, certains de ces groupements peuvent aisément jouer un rôle de consolidation de la paix et de développement local, et leurs membres peuvent agir comme acteurs d'un changement positif. Leurs membres peuvent aussi être formés à de nouvelles techniques agricoles, appui à la petite entreprise, alphabétisation et calcul, la médiation de base et la résolution non-violente des conflits. Certains membres peuvent devenir « business champions » et coacher leurs semblables.

Les femmes de Fula Tari ont quatre groupements. Deux sont des groupements maraîchers, composés de 20 membres chacun (composition ethnique et de genre mixte). Les deux autres groupes se concentrent respectivement sur l'artisanat (principalement le tissage) et le stockage du maïs à vendre en vrac. De même, quatre groupements existent à Fitine, tous liés au commerce du poisson et le petit commerce. Il n'y a pas de groupements dans les communautés périphériques de Koulfoua, autre qu'un groupement Massa mono-ethnique axé sur le commerce du poisson.

Une pratique intuitive de, et la croyance en, l'interconnectivité - Dans la théorie de la résilience, l'interconnectivité est définie comme la mesure dans laquelle les individus et / ou des communautés sont reliées à d'autres dans leur environnement. Ces connexions peuvent être sectorielles et professionnelles (par exemple, les syndicats, les agriculteurs de commerçants des clubs), religieuses et politiques (par exemple, membre du parti, les réseaux religieux), de loisirs (associations sportives), le statut et le genre (par exemple, les associations de femmes) et ainsi de suite. En bref, plus un individu est « interconnecté », plus grand est le nombre de gens avec qui il est en contact régulier (et à qui il peut demander de l'aide si besoin est), et plus il est résilient.

L'interconnectivité est naissante et peut être encouragée dans toutes les communautés

- la plupart croient au « travailler ensemble », et comprennent l'intérêt des groupements. Cela commence avec les commerçantes qui comprennent la logique de regrouper leurs achats, et s'applique également aux producteurs de céréales qui souhaitent un stockage communautaire du grain (pour être en mesure de vendre lorsque la demande est élevée).

En outre, tous les commerçants comprennent l'importance de la dynamique du marché régional du lac, comment elle les touche, et plusieurs ont indiqué qu'ils sont en contact régulier avec d'autres commerçants pour discuter des prix et stocks sur la région du lac. Des systèmes d'information des prix transparents peuvent aisément être formalisés dans chaque communauté, en amont des marchés hebdomadaires du lac¹⁶.

groupements sera essentiel pour faire en sorte que l'équipe de mise en œuvre ne se termine pas par inadvertance des groupes de soutien exclusifs au détriment des autres.

16 Pour nos cinq sites, les pilotes pourraient inclure la production de tapis de sol (tisserands Fula Tari ont pas de clients, et les ménages Fitine ont pas facilement accès à des feuilles de palmier et donc pas de tapis) et de sable (sièges Fula Tari sur une dune de sable tandis que Koulfoua est infestée avec du sable de termites et les besoins à des fins de construction).

2.3.4. Connecteur 4 - Valeurs partagées

Une compréhension pratique que la complémentarité est une dimension clé de la résilience -Fula Tari, Koulfoua et Fitine abondent d'exemples de personnes qui comprennent ce qu'est la résilience en matière de moyens de subsistance. Au cours des discussions de groupe, interrogés sur les réussites ou les meilleures opportunités de moyens de subsistance, les groupes de répondants ont expliqué le succès des « profils complémentaires », typiquement l'agriculture et de la pêche (mais aussi la pêche et le petit commerce pour de nombreux répondants Boudoumas à Koulfoua). Certains répondants ont clairement un grand succès et le sens des affaires dans leur domaine de travail. Au-delà de ces histoires individuelles, il y avait une masse critique de répondants qui ont une double activité qui suit les cycles naturels (pluies, inondations, récoltes et saison de pêche) et leur permet à la fois de nourrir leur famille et de s'assurer d'un revenu régulier¹⁷.

D'autre part, l'équipe d'évaluation a vu une pratique généralisée de la monoculture, principalement du maïs, et dans une certaine mesure le mil. Avec un soutien adéquat de la FAO et l'OIM, les communautés peuvent apprendre à diversifier leur production grâce à la rotation des céréales (maïs, riz, mil, blé), légumes, tubercules (pomme de terre) et racines (carotte). La rotation des cultures peut leur permettre d'avoir une production continue d'un type plus varié de produits, et cette diversification peut conduire à d'autres sources de revenus pour les agriculteurs locaux. Les sites périphériques de Koulfoua peuvent être un bon endroit pour commencer, à la lumière des difficultés signalées dans la culture du maïs.

Cette assistance technique peut inclure l'essai de nouvelles semences. Comme le cycle du projet couvre trois à quatre cycles de récolte, l'équipe de projet OIM a la possibilité d'aider les agriculteurs à expérimenter des techniques améliorées, des semences, des systèmes de rotation des cultures et de contrôler si ces changements se traduisent par des rendements plus élevés (et donc de revenus) au cours de la période de 18 mois du projet PBF.

L'interconnectivité est naissante dans toutes les communautés et peut être encouragée - voir la section 2.3.3.

¹⁷Dans l'île Fitine, on a demandé aux participants du groupe s'ils changer d'emploi / faire d'autres choix si on leur donne la chance. La plupart des gens, et beaucoup ont souligné qu'ils souhaitent poursuivre leurs études. Cependant, le petit groupe de répondants dont les moyens d'existence était une combinaison de la pêche et de l'agriculture a déclaré à l'unanimité qu'ils feraient le même choix, car il semble être le meilleur choix de moyens de subsistance dans leur communauté.

3. Options de programmation

Les options de programmation suivantes ne sont pas des recommandations pour l'instant. Il faudra d'abord s'assurer d'un retour d'information à chacune des communautés, avant d'entreprendre leur propre processus (facilité) d'évaluation des besoins et des priorités.

Les options qui suivent sont conformes à la logique d'ensemble du projet, et cherchent à la fois à améliorer la résilience des communautés données, et atténuer une partie des effets du changement climatique. Les options suivantes ont les éléments suivants en commun -

Capital social - favoriser les relations de confiance, la réciprocité, la coopération, la coexistence et les échanges au sein et entre les communautés et les groupes (interconnexion). De telles interventions peuvent aider à renforcer la résilience des individus et des communautés à faire face et éviter les chocs.

Le capital naturel et l'environnement – aider les membres de la communauté à mieux gérer les ressources existantes, réduire les fragilités par rapport au bois, maximiser l'utilisation des terres agricoles et éviter le gaspillage (bois, eau, poissons et certaines cultures). Cela aidera à augmenter le bien-être et la richesse des communautés sélectionnées et de leurs membres.

Économique et Capital financier - fournir aux collectivités des ressources, compétences et l'expertise technologique pour promouvoir des choix de vie durables.

Petites infrastructures - rassembler la communauté (par exemple au sein de centres communautaires) et servir à des fins de subsistance (stockage des grains, abreuvoirs, enclos, poulaillers).

Les options de programmation figurent dans le tableau ci-dessous.

Liste des options programmatiques

Coexistence et capital social

Le processus (formation en médiation de base et règlement non-violent des différends) et les outils (groupes de femmes, groupes de jeunes, et comité intercommunautaire mixte) décrits dans le projet PBF sont considérés comme acquis et ne sont pas répétés ci-dessous.

<p>Cartographie et soutien des comités communautaires existants pour former des femmes et des groupes de jeunes, ainsi qu'un comité intercommunautaire</p>	<p>Des comités communautaires et groupements existent déjà dans la plupart des sites. L'OIM peut effectuer une cartographie afin de faciliter un processus consultatif de formation de groupes compris de tous les segments de la société dans chaque site d'intervention.</p> <p>Cela favorisera les processus décisionnels transparents et une meilleure responsabilisation dans la prise de décision communautaire ; assurer une intégration simplifiée des femmes et tous les groupes ethniques dans la gouvernance communautaire ; permettre la formation à la médiation locale.</p>
<p>Soutenir la délivrance des certificats de naissance à Fula Tari</p>	<p>A Fula Tari, les hommes (la plupart du temps) sont soumis à l'extorsion de fonds au passage des checkpoints, en raison de leur absence de preuve d'identité. Cette situation aggrave encore leur pauvreté, et le ressentiment possible de l'État.</p> <p>L'OIM peut apprendre de l'expérience du HCR et travailler avec un juge et le bureau du gouverneur pour couvrir les frais de délivrance des certificats de naissance aux habitants Fula Tari. Cela peut servir un double objectif de i) cohésion verticale entre les citoyens et l'État, ii) permettre aux hommes de se déplacer sans crainte pour vaquer à leurs occupations (pâturage, trajet à un marché, etc..)</p>
<p>Plaidoyer - les infrastructures de marché du poisson soient mises à la disposition de la population (Koulfoua et Fitine)</p>	<p>Dans les deux endroits, le gouvernement a construit des marchés de poissons (y compris les installations de stockage, nettoyage, séchage et fumage) qui sont cadenassées depuis 2012.</p> <p>Permettre aux collectivités locales de les utiliser sert un double objectif de renforcer la légitimité perçue de l'État en tant que fournisseur de services, ainsi que de stimuler l'économie locale en permettant aux pêcheurs locaux et les commerçants (surtout des femmes) de poissons pour traiter et stocker leurs prises dans de meilleures conditions (et donc créer plus de valeur).</p>

Électricité

<p>L'utilisation de panneaux solaires comme source</p>	<p>Au cours de toutes les sessions, il est devenu évident que l'énergie solaire est l'intervention la plus efficace et durable pour permettre l'accès des communautés à l'électricité. En fournissant de l'énergie</p>
--	--

<p>d'énergie primaire pour les petites infrastructures</p>	<p>à un coût minime après l'investissement initial, l'énergie solaire est une excellente solution pour atténuer le coût élevé du carburant pour faire fonctionner les générateurs.</p> <p>En outre, avec le bon nombre de panneaux, l'énergie solaire peut fournir des heures plus cohérentes et plus d'électricité que les solutions ad hoc existantes (à base de générateur).</p> <p>Les panneaux solaires peuvent être achetés sur place ou directement au fournisseur (s) à N'Djamena. Le PNUD à Bol confirme que l'énergie solaire des projets liés existent dans la région du lac. Ils attestent de l'existence d'un technicien de l'énergie solaire très expérimenté et fiable et l'équipage à Bol qui a travaillé sur une série de projets à ce jour.</p> <p>Les points focaux peuvent être formés dans chacune des communautés pour l'entretien des panneaux solaires. Un précédent existe à Fitine, où le centre de santé fonctionne sur panneaux solaires depuis deux ans, et un technicien a été formé dans la communauté. En outre, l'équipe d'évaluation a rencontré au moins un mécanicien sur chaque site et peut confirmer l'existence de compétences de base pour procéder à l'entretien.</p> <p>En fonction des priorités e la communauté, la gamme suivante d'équipements / installations peuvent être alimentée à l'énergie solaire : moulins à grains, des puits et des systèmes d'eau (pour l'irrigation et l'élevage), des lieux de rencontre communautaires, les magasins communautaires (poissons, céréales, la production agricole), écoles.</p>
--	---

Ressources naturelles - systèmes d'eau

<p>Fournir des systèmes à énergie solaire, comprenant des pompes, des réservoirs et des abreuvoirs</p>	<p>Les sites insulaires ont plus d'un accès suffisant à l'eau pour répondre à leurs besoins, mais ont besoin d'énergie pas cher pour des puits d'énergie.</p> <p>Les systèmes d'irrigation sont essentiels pour un secteur agricole viable. Les communautés insulaires (Fitine et Koulfoua) n'ont aucun problème d'accès aux terres agricoles. Les membres de la communauté sont propriétaires de la terre ou peuvent donner accès (gratuitement ou pour un pourcentage de la récolte). L'augmentation de la disponibilité de l'eau à des fins d'irrigation augmentera la superficie des terres agricoles, donne plus de travail et augmente la production agricole pour la communauté dans son ensemble.</p>
--	---

	<p>Fournir des pompes d'irrigation à énergie solaire permettra également de réduire les coûts de production pour les producteurs agricoles, qui ont besoin actuellement de louer cet équipement quand ils peuvent se le permettre.</p> <p>Ces régimes doivent être jumelés avec des réservoirs d'eau, ainsi que des abreuvoirs. Dans tous les sites, les répondants déclarent que leur bétail attrape des vers lors du pâturage dans les herbes du lac. Raccorder des systèmes d'irrigation à un abreuvoir communautaire permet i) d'atténuer la situation du ver et ii) de créer un nouvel espace pour la cohésion communautaire et d'échanges.</p> <p>Dans le cadre de ce processus, l'OIM a la possibilité de fournir aux utilisateurs des conseils d'éducation sanitaire / agricole de base, afin qu'ils comprennent l'importance de i) placer les sources d'eau loin des latrines et des sites de gestion des déchets (voir ci-dessous) ; ii) les systèmes de drainage pour éviter la salinisation des sols / les eaux stagnantes.</p>
<p>Installer les robinets d'eau en nombre et faciliter les réunions au sein de la communauté pour réglementer l'accès à l'eau</p>	<p>Le vrai point d'achoppement (bien que surtout à Fula Tari) est l'accès à l'eau potable. Les puits sont peu nombreux et se composent d'une pompe manuelle. Les utilisateurs doivent attendre leur tour, de longues lignes forment régulièrement, et des disputes peuvent dégénérer.</p> <p>Les systèmes de panneaux solaires peuvent facilement inclure un réservoir et un certain nombre de robinets pour que plusieurs utilisateurs aient un accès simultané à l'eau.</p> <p>Ce système permettra à la fois de répondre à un besoin de base ainsi de servir un but de consolidation de la paix utile, transformer un exercice tendu en un espace de coexistence communautaire. Des sessions de coexistence locales peuvent formaliser les arrangements de « créneaux horaires » pour chacune des communautés, le cas échéant.</p>
<p>Système d'irrigation pour la communauté d'accueil, avec des avantages pour les résidents Fula Tari</p>	<p>Les résidents de Fula Tari ont un accès limité à la terre. La plupart de ceux qui vivent de l'agriculture travaillent comme journaliers sur le polder à proximité, ou louent la terre des communautés voisines (y compris à Ngambea).</p> <p>Leur accès principal à la terre est un ouaddi situé à 7 km du camp. L'accès à l'eau et soutien à l'agriculture peut être considérée, à condition que Fula Tari en tire profit (soit qu'ils utilisent eux-mêmes ou laisser les autres l'utiliser et verser une partie de la récolte en échange).</p>

Ressources naturelles - alternatives au bois	
Fournir et construire des clôtures métalliques (stylos)	<p>À l'heure actuelle, les clôtures ont une courte durée de vie et sont partiellement / totalement dégradés ou perdus pendant la saison des pluies et des inondations saisonnières du Lac Tchad. De plus, ils ne sont pas efficaces contre les petits ruminants et les animaux sauvages qui « broutent » une partie importante des récoltes.</p> <p>Des solutions plus durables peuvent être nécessaires pour -</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Construire des enclos communautaires et permettre un élevage plus efficace. Ce serait une priorité pour Fula Tari et Fitine, et peut-être pour Koulfoua. 2. L'approvisionnement en clôture métallique pour protéger les cultures spécifiques / plantations, soumis à facilitation/appréciation communautaire. <p>Options de solutions portables (avec quelques poteaux en bois lourds) afin que les utilisateurs puissent les installer temporairement dans les friches inondables, entre les récoltes / inondations. Le prix pour la clôture de fil a été cité comme 30 000 CFA pour 25 mètres (Fula Tari et Koulfoua).</p>
Former aux techniques de construction sans bois	<p>Dans chaque site, les maçons peuvent être formés aux techniques de construction traditionnelles qui ne nécessitent pas de bois (par exemple, la voûte nubienne, cliquez ici et là) Et fournir des solutions durables. Koulfoua a un problème de termites et les briques de boue locale ont une courte durée de vie de trois ans. L'assistance technique peut permettre le développement de techniques de construction plus efficaces et respectueuses de l'environnement.</p>
Combustibles les alternatifs – le palmier Doum	<p>Le bois est une denrée rare et coûteuse sur les rives du Lac Tchad (Bol Guini et peul Tari). Un faisceau de bois coûte 2500 CFA dans le marché de Bol.</p> <p>Les agents eau et du Département des forêts appliquent un système strict des amendes coûteuses pour ceux qui peuvent abattre les arbres et les branches à utiliser comme matériaux de combustible ou de construction.</p> <p>La plupart des communautés ont l'habitude de brûler les fruits de palmiers Doum secs comme combustible. Ils doivent cependant aller loin pour les ramasser et peuvent ne pas être en mesure de le faire (pour des raisons de distance ou d'insécurité, voir les profils communautaires).</p>

	<p>Organiser son transport à recueillir les fruits de palmier doum (en possible Cash for work) dans les îles et les zones autour de Fula Tari permettrait de i) réduire la dépendance actuelle des communautés sur le bois comme combustible ; ii) injecter des liquidités dans l'économie locale; iii) pour certains, soutenir les petites entreprises de vente au détail des quantités de fruits Doum; iv) promouvoir des intérêts communs entre les membres d'une communauté donnée.</p>
<p>Soutenir la collecte des buissons épineux et des feuilles de palmier</p>	<p>Recueillir les branches des éleveurs des buissons d'épines mortes pour construire des haies d'épines pour leur bétail et les petits ruminants.</p> <p>Les agriculteurs les utilisent aussi pour protéger leurs cultures contre les ruminants. Les femmes ramassent les feuilles de palmier pour tisser des tapis de sol, les cloisons et les murs de leurs huttes. Buissons épineux et des feuilles de palmier sèches sont également utilisés comme combustible en cas de besoin.</p> <p>Cette ressource est difficile de trouver à proximité immédiate des sites en question, et la plupart ne peuvent pas se permettre d'acheter ces matériaux.</p> <p>L'organisation des transports (et possible Cash for Work) pour une collecte peut servir 4 buts : i) réduire la dépendance bois de chauffage, ii) injecter des liquidités dans l'économie locale ; iii) protéger les cultures contre les ruminants (et donc augmenter la récolte); iv) promouvoir le vivre ensemble/ les intérêts économiques communs; v) soutenir les femmes tisserands.</p>
<p>Former les membres de la communauté sélectionnés à la technique de reboisement traditionnelle Zai</p>	<p>La déforestation favorise la désertification. Il est possible d'entreprendre des initiatives de reboisement, pour lesquelles l'expertise existe dans la région et dans un environnement similaire.</p> <p>Fula Tari serait un bon site pour entreprendre un projet pilote de reboisement et de formation aux techniques de reboisement traditionnelles. Les techniques traditionnelles Zai ont récemment regagné en visibilité¹⁸ dans la région. Des experts locaux sont disponibles au Burkina Faso et la technique est pertinente pour retrouver la productivité agricole dans la zone du Lac Tchad.</p>

¹⁸ Merci à Yacouba Sawadogo qui a remporté le prix Nobel alternatif « prix des moyens de subsistance droit » en 2018. Analyse approfondie des [techniques et de l'impact Zai](#) au Burkina Faso est disponible dans le domaine public.

Ressources naturelles - poissons

Appui technique, pêche plus durable	Le besoin d'une expertise technique pour promouvoir des techniques et pratiques de pêche plus durables est flagrant (zones de pêche, matériel, alevins, transformation du poisson pour éviter les pertes).
-------------------------------------	--

Échanges commerciaux, économiques et Interconnexions

Cartographie des principales routes commerciales	<p>La cartographie des marchés existants, les routes commerciales et d'orientation sur le Lac Tchad est la clé pour mieux comprendre cette dynamique régionale. Cela permettra à l'OIM d'évaluer la mesure dans laquelle la subvention des moyens de transport (pour les passagers, ainsi que pour le commerce) pour certaines routes peut faire sens pour une période de transition, alors que la richesse augmente progressivement dans certaines collectivités (sous réserve de priorités communautaires et la disponibilité des ressources).</p> <p>Cela peut i) stimuler le commerce, la coopération et la mobilité entre les communautés ; ii) permettre un transport plus rapide des blessés vers les hôpitaux ; iii) raccourcir les temps de réponse pour les acteurs gouvernementaux et de développement ; iv) réduire l'isolement de certaines îles et ajouter à leur perception de la sécurité / normalisation accrue. Ceci est v) bénéfique pour l'Etat et renforce indirectement sa légitimité perçue.</p> <p>Les couts en question sont inconnus, mais une telle mesure pourrait répondre à une dimension clé de la coexistence, la cohésion verticale entre les citoyens et l'État.</p>
Apporter des contributions en espèces et des conseils d'affaires à une sélection et les femmes d'affaires groupements individuels dans les cinq sites.	<p>Le manque d'argent liquide est problématique dans toutes les communautés. Un programme de subvention peut être administré directement par les groupements existants.</p> <p>Les individus peuvent être également pris en charge s'ils se joignent à un groupement (auquel ils paient une cotisation), et les femmes d'affaires les plus performantes peuvent faire office de conseillers commerciaux pour aider les autres à concevoir des plans d'affaires et veiller à la bonne croissance de leur entreprise.</p>
Cours de recyclage et boîtes à outils pour les emplois qualifiés	Il y a des professionnels qualifiés dans tous les sites, mais l'accès aux outils, pièces de rechange et équipements de base nécessite un voyage à N'Djamena / Bol. Pour l'instant, la plupart des petits moulins et des puits d'eau ne sont pas opérationnels et nécessitent

	<p>un entretien. La croissance économique de base est fortement contrainte.</p> <p>Ré-outillage de professionnels sélectionnés et cours de « remise à niveau » afin de i) faire profiter l'économie locale sur chaque site, ainsi que ii) créer des réseaux (interconnexions) entre les professionnels sur les 5 sites. Un centre de formation professionnelle est opérationnel à Bol et peut être utilisé pour mettre à jour / formation technique complète pour les opérateurs de l'usine, mécaniciens, tailleurs, maçons, menuisiers et autres professionnels.</p>
<p>Construire des installations de stockage de céréales (en utilisant des techniques sans bois)</p>	<p>À l'heure actuelle, le grain stocké est exposé à la pluie / inondations, les rongeurs, insectes et oiseaux (à Fula Tari). Dans les îles, les agriculteurs n'ont aucune capacité de stockage de grain et vendent toute leur récolte. Seul Bol Guini dispose d'une installation de stockage de grain sur le marché (à évaluer).</p> <p>Construire de petits silos communautaires pour les producteurs de céréales permettrait de i) vendre à des taux plus élevés entre les récoltes et gagner un revenu supplémentaire ; ii) appuyer les femmes qui font de la vente de céréales au détail ; iii) promouvoir des intérêts communs entre les membres d'une communauté donnée. Cela participera à accroître la résilience de la communauté.</p>
<p>Soutenir l'interdépendance entre les communautés qui partagent des intérêts commerciaux.</p>	<p>L'OIM peut vouloir utiliser l'occasion des comités communautaires et des plans d'affaires pour promouvoir le coaching d'affaires et de mentorat au sein et entre les communautés. Le potentiel des chefs d'entreprise est devenu évident au cours de cette mission (poissons dans Koulfoua, volaille dans Fitine, « sardinier » dans Koulfoua) et peut se décliner en i) jumelage/coaching par activité (l'élevage, l'élevage de volailles, les céréales) ; ii) systèmes d'information de prix et stocks (par téléphone portable); iii) achat en vrac en cas de besoin; iv) l'approvisionnement commercial spécifique dans le cadre de ce projet.</p> <p>Ce dernier point peut inclure la fourniture de tapis de sol (tisserands de tapis à Fula Tari ont besoin des clients et Fitine a besoin d'une abondance de tapis qu'ils ne peuvent actuellement pas se permettre, ni produire), et du sable pour la construction (Koulfoua a un problème de termites et pas de sable, alors que Fula Tari est littéralement « assis » sur une dune de sable).</p> <p>Les communautés ont déjà des intérêts économiques partagés, et la compréhension de l'exploitation des synergies. Ces valeurs peuvent facilement être développées. La poursuite de ces options favorisera la coexistence entre les communautés.</p>

<p>Soutenir la production locale et la distribution d'outils subventionnés</p>	<p>Les gens n'ont pas/peu d'outils pour cultiver la terre. Pioches et pelles sont disponibles à des tarifs de 3000 et 5000 CFA à Fitine mais inabordables pour la plupart des gens.¹⁹</p> <p>Possibilité de travailler avec les forgerons dans des collectivités choisies pour produire des outils en vrac pour la distribution subventionnée (OIM peut payer les forgerons un prix de gros et les acheteurs individuels versent leur prix subventionnés à un fonds de groupements).</p> <p>Une telle activité vise à i) injecter des liquidités dans l'économie locale (pour l'achat de métal et de produire des outils), ii) permettre aux utilisateurs d'acheter des outils abordables de qualité (et d'améliorer leur pratique agricole), iii) promouvoir des initiatives de coexistence (par le biais d'un fonds communautaire auxquels les acheteurs contribuent).</p>
--	---

Élevage

<p>Construire des poulaillers simples et abordables</p>	<p>Des options simples et rapides existent pour poulailler disponible localement, à un coût unitaire abordable de 10 000 CFA. Ces poulaillers offrent une meilleure sécurité (chats errants), un meilleur accès aux œufs, et une meilleure solution pour la reproduction/la ponte.</p> <p>Ceci est un outil facile à mettre en œuvre et se traduira par une valeur accrue au niveau des ménages.</p>
<p>Fourrage et germination</p>	<p>Adoption de systèmes de graines germées pour nourrir les animaux de ferme (volaille, petits ruminants). Les graines germées sont pleines de protéines et de nutriments et ne nécessitent pas d'engrais. Des tests ont été conduits avec succès au Kenya pour produire des graines germées en 4-6 jours.</p> <p>Améliorer la nutrition des animaux peut se traduire par des animaux en meilleure santé, plus productifs (viande, lait, œufs) et donc plus précieux.</p>
<p>La vaccination - sites insulaires</p>	<p>L'OIM devrait assurer la liaison avec le chef de canton Koulfoua et le CICR, pour trouver des options pour fournir des services de vaccination dans les îles.</p>

¹⁹Par souci de comparaison, les prix unitaires au marché d'un forgeron à Bol sont similaires pour l'achat au détail (5000 CFA par outil) mais moins cher à l'achat en vrac : pelles 3000 CFA pour l'acier de bonne qualité, des pioches de 4000 CFA pour l'acier de bonne qualité, hachettes de 2000 CFA. Les prix peuvent être compétitifs dans Fitine pour l'achat en vrac.

Agriculture: Production des cultures

Fournir une assistance technique pour diversifier la production agricole

La plupart des agriculteurs pratiquent le système d'une monoculture à base de céréales (généralement du maïs). Ils peuvent apprendre à diversifier leur production grâce à la rotation des légumes, des racines, des tubercules et des céréales (maïs, riz, mil) afin d'assurer une plus grande disponibilité des produits tout au long de l'année, et une diversification (et augmentation) des revenus.

Modalité d'intervention

Acheter localement

Privilégier les achats auprès de fournisseurs locaux, au sein de chaque communauté, y compris dans les îles (petits commerces, nattes, production agricole, outils) pour stimuler l'économie locale.

La gestion des déchets

Des sites de déchets solides dédiés pour chaque communauté, avec une distance sûre des sources d'eau

À l'exception de quelques exceptions notables (voir les profils communautaires), la grande majorité n'a pas de site d'élimination des déchets. Les déchets solides sont souvent réunis en petits tas et brûlé.

4. Profils communautaires

L'équipe d'évaluation a rempli un profil communautaire pour chacun des sites, en vue de recueillir des informations essentielles dans un seul tableau. Chaque tableau communautaire compte environ six pages et peut être lu séparément du reste de ce rapport.

Selon les évaluations données par les participants du groupe ainsi que des observations directes sur le site de l'équipe, un codage couleur s'applique à la plupart des catégories. Il suit une approche standard d'une échelle de 1 à 5, allant du ROUGE - non disponible, à VERT POMME - disponible ou non un problème. L'outil apparaît ci-dessous pour plus de commodité. Le codage couleur pour chaque catégorie a été déterminé par les membres de l'équipe d'évaluation.

Rouge	Non disponible / très problématique
Orange	Très problématique
Jaune	D'une certaine façon problématique / insuffisante
Vert clair	Acceptable mais peut être améliorer
Vert pomme	Tout bon

4.1. Bol Guini profil communautaire

Gouvernance			
	Composition communautaire		<p>Un quartier de Bol. Composé de quelques ménages il y a vingt ans et maintenant un quartier plein / village, avec son propre chef du village. Chrétiens, musulmans, animistes, sudistes et nordistes. Typiquement des couches de nouvelles arrivées qui se sont installées au fil des années. La plupart parlent Kanembou. Tous les enfants parlent Kanembou. Arabes aussi, Boudoumas, Goran, Massa et Sara.</p> <p>Au cours des quatre dernières années, nombre de personnes déplacées / rapatriés / réfugiés sont venus sur Bol Guini. Population totale estimée à environ 3 200 personnes, dont 1 400 pour la communauté d'accueil et le reste étant de « nouveaux arrivants ». Le chef du village a toutes les données pertinentes / détails.</p>
	Conflit / tensions	Orange	<p>Des tensions réelles entre communauté d'accueil et « réfugiés » / personnes déplacées ». La communauté hôte leur reproche de bénéficier de l'aide humanitaire et d'exercer une pression indue sur des ressources déjà rares. Le chômage reste un problème critique. Les participants de la communauté d'accueil parlent d'être bloqués physiquement dans un cul de sac, entre le lac d'un côté, et un « polder stérile / salé » sur l'autre. Ils ont nulle part où aller, et les personnes déplacées / réfugiés qui arrivent régulièrement « en rajoutent à leur misère » en exerçant une pression sans cesse croissante sur les ressources déjà limitées.</p>
	Présence visible de l'état	Jaune	<p>Aucun, pas de drapeau. Pas de défiance spécifique envers l'État.</p>
	Perception de la sécurité	Jaune	<p>Les hommes ne peuvent pas s'aventurer trop loin du rivage pour cause d'insécurité. Cela obère leurs chances de s'en sortir. Quelques cas de violence de genre, problèmes de drogue (Tramadol, diazépam) et prévalence HIV. Problèmes quotidiens avec des scorpions et des serpents.</p>

	Perception de la justice	Pomme verte	<p>Juste – 4 niveaux</p> <p>La plupart des litiges se sont installés au niveau 1 - le chef de quartier (chef de quartier). Escalade possible au niveau 2 - le chef du village, qui fera la navette entre les parties pour les écouter, puis les rassembler à la mosquée / église et, en même temps que l'imam / Pasteur, statuer sur le litige et avoir le coupable demander pardon. Tout règlement des différends doit entraîner et règlement et pardon. La plupart des litiges arrêtent au niveau 2.</p> <p>Escalade possible au niveau 3 - le chef de canton pour, seulement trois cas particuliers : l'accès à la terre, les revendications de propriété et les vols (y compris le bétail), la violence physique. Escalade possible au niveau 4 - le tribunal Bol.</p>
	Présence d'ex BH (captifs/membres)		Confirmé même si aucun détail disponible dans ce forum.

Services essentiels

	Habitat	Orange	<p>Environnement péri-urbain – clôtures semi-permanentes (boue et roseaux) qui abritent une combinaison de cases de chaume, logement dur et semi-permanent (maisons tôle ondulée, boue) en fonction de moyens de chacun. Les membres de la communauté non-hôte ont la plupart du temps des abris de moindre qualité, si ce n'est insalubre. Plusieurs exemples (prévalence inconnue) de conditions de logement très insuffisantes. Par exemple, une famille de 17 dans deux « abris » au toit de chaume, une pour les garçons, une pour les filles.</p>
	Gestion des déchets	Rouge	Partout
	Toilette	Rouge	Régulièrement. La plupart vont « sous un arbre » ou que ce soit.
	Accès à l'eau	Orange	Seulement un puit publique. Eau du lac. Largement insuffisant.

	Accès à la nourriture	Orange	N / A
	Accès aux services de santé	Rouge	Dans la ville de Bol (à quelques minutes à pied). Pas à Bol Guini. 2 infirmiers vivent dans Bol Guini (bien qu'ils travaillent à Bol).
	Accès à l'éducation	Orange	Une école privée (pour ceux qui peuvent se le permettre) et une madrasa pour les enfants jusqu'en classe de 5eme. Ensuite les enfants vont à l'école publique (une heure de marche dans chaque sens) de Bol.
	Salle communautaire	Jaune	Aucune. Les communautés avaient l'habitude de se rencontrer tout au long de l'année pour le Ramadan, la Tabaski, Noël et Maouloud, ainsi que le temps de la récolte. Ce n'est plus le cas et les gens ne se réunissent plus qu'au marché de Bol, en l'absence d'espace / lieu / occasion dédié.
	Accès aux communications	Jaune	La plupart des participants ont un téléphone cellulaire. La moitié de la salle a un poste de radio à la maison. La plupart écoutent la radio communautaire (Kadaye) qu'ils jugent « plus proche de nos préoccupations et de nos vies ». En outre, la couverture est meilleure à Bol.
	Accès à l'aide étrangère	Orange	Limité.
	Mosquée / église	Vert clair	Disponible

Moyens de subsistance

	Elevage	Orange	Limité à la volaille et quelques chèvres. La plupart ne peuvent pas se le permettre et il n'y a pas de pâturages à proximité. Il y a un fort intérêt pour l'élevage de poulets et de canards (comme dans la plupart des sites).
---	----------------	---------------	---

	Agriculture	Orange	<p>Alors que la plupart des membres de la communauté d'accueil ont techniquement accès à la terre (qui a été réglementé par la SODELAC), ladite terre est salée et ne se prête à l'agriculture. Ils n'ont pas d'autre alternative. Réfugiés / rapatriés n'ont pas accès à la terre et ne peuvent travailler que comme journaliers. A noter, quelques-unes des participantes ont des terres, mais pas la main-d'œuvre ou l'expertise pour cultiver (par exemple les veuves).</p> <p>La principale culture est le maïs, avec un peu de mil, du riz, des légumes et des haricots. Culture de légumes et d'arbres fruitiers sont considérées comme les choix agricoles les plus rentables. Les hommes et les femmes cultivent et vendent les légumes (tomates, les carottes, la laitue, les aubergines) ensemble. Il y a un site de stockage de céréales au (Bol) marché.</p>
	Pêche / Pêche	Orange	<p>Limité. Les engins/matériels de pêche ne sont pas disponibles pour la plupart, et les pêcheurs ont peur et restent près du rivage. Leur production est toujours faible et leur équipement insuffisant.</p>
	Accès au crédit / financement	rouge	<p>Aucun</p>
	Emplois qualifiés / spécialisés	Jaune	<p>Très limité. Certains répondants ont des compétences initiales, mais n'ont pas les outils nécessaires pour mettre en pratique leurs compétences (par exemple, un mécanicien qui travaille comme ouvrier sur les chantiers de construction). Ils ont besoin d'une formation complémentaire et d'outils. Il y a un centre de formation professionnelle à Bol, mais la plupart ne peuvent se le permettre de l'intégrer à cause du</p>
	Dynamique de marché	Orange	<p>Limité aux produits alimentaires et principalement exploités par les femmes (arachides, lait caillé d'arachide, les sauces, les beignets, pâtes). « Beignets » vus comme la meilleure occasion d'affaires, à condition de disposer de l'argent nécessaire à l'investissement initial (est. 7 500 à 10 000 CFA). Les business les plus prospères sont le fruit des femmes et peuvent faire partie d'une initiative de coaching, dans le cadre de ce programme.</p>
	Autres commentaires		<p>Pour le travail quotidien, les dirigeants communautaires centralisent l'offre (travailleurs journaliers) et la demande (entrepreneur locaux). Salaire journalier varie de 1000 à 1500 CFA et ne comprend pas la nourriture.</p>

Population / préoccupations de protection

	Femmes	Un nombre élevé de veuves (signalés par les participants et rencontrés par l'équipe d'évaluation). L'association des veuves (37 membres) comprend les veuves réfugiées / rapatriées aussi. Une autre association de femmes existe, mais est seulement pour les Kanembous. Aucune autre femme, pas de « réfugié ».
	Hommes	Le mariage est maintenant une entreprise coûteuse. Les jeunes hommes n'ont aucune perspective, ce qui est la raison pour laquelle ils partent au Nigeria, au Cameroun et en Libye pour trouver quelque chose à faire.
	Enfants	Les femmes déclarent ne pas se remarier de peur que l'homme ne « maltraite les enfants ». La violence intra-familiale peut être un problème. Les jeunes participants sont clairement préoccupés par leur manque de perspectives d'avenir. L'abus des drogues est un problème bien qu'il ne semble pas répandu. Les usagers de drogues (principalement des jeunes) contestent l'autorité traditionnelle / famille et la communauté est mal outillée pour faire face à la question.
	Déplacés rapatriés	et Un grand nombre de personnes déplacées / rapatriés / réfugiés (est. 1800) sont plus nombreux que les membres de la communauté d'accueil (est. 1400). Chiffres détaillés disponibles avec le chef du village.
	Personnes âgées et /ou handicapées	N / A

4.2. Fula Tari profil communautaire

Gouvernance		
	<p>Composition communautaire</p>	<p>Environ 2200 personnes, réparties en quatre communautés définies selon des lignes ethniques et linguistiques - Arabes, Boudoumas, Kanembou, Haoussa et Fulani. La plupart sont de fait des déplacés internes Tchadiens qui ont été contraints de se déplacer à cause des épisodes de violence BH / contre-opérations dans leur village d'origine.</p> <p>Ils viennent principalement de Kadjira, Kaiga, Ngueleam, Ngouboua, Tchoukouri, Tchoukoutalia, les Arabes viennent pour la plupart des deux premiers emplacements et les Kanembous de Tchoukoutalia et les participants Boudoumas de quatre emplacements. La grande majorité des répondants sont à Fula Tari depuis quatre ans, à l'exception d'un groupe plus récent, surtout Arabes de Kaiga (environ 270 personnes) qui sont arrivés il y a environ 4 mois. Les besoins humanitaires ne sont pas encore couverts. Toujours en phase d'urgence.</p> <p>Ceux qui viennent de Ngueleam, Kaiga, Kadjira ne considèrent pas de retour dans le futur proche pour des raisons d'insécurité dans leur village d'origine.</p>
	<p>Conflit / tensions</p>	<p>Jaune</p> <p>Il n'y a pas de conflit signalé, autre que des combats réguliers autour du seul puit d'eau qui fonctionne, sur l'accès à l'eau / le temps d'attente.</p> <p>Cependant, il y a risque de tensions en raison de la misère qui règne à Fula Tari. La plupart des habitants ne reçoivent aucune aide humanitaire. Ceux qui en ont, partagent avec d'autres autour d'eux. L'accès à la terre est largement insuffisant compte tenu de la population.</p>
	<p>Présence de l'Etat</p>	<p>Orange</p> <p>Aucun signe autre que le drapeau national Tchadien a (UNICEF construit) école communautaire. La plupart de leurs relations avec les représentants de l'État sont dans le contexte de la prédation / sanction, que ce soit par le personnel de sécurité aux postes de contrôle (amendes allant de 500 à 1000 CFA), ou le personnel des Eaux et Forêts (imposant 100.000 CFA d'amendes pour l'abattage du bois). La perception de l'état est plutôt négative.</p>

	Perception de la sécurité	Orange	Sources d'insécurité principalement liés aux animaux - Scorpions / serpents et moustiques (paludisme a été mentionné comme un problème répandu un certain nombre de fois), hippopotames pour certains, hyènes / chats sauvages (une nuisance pour les volailles et les petits ruminants).
	Perception de la justice	Vert clair	<p>La perception est très positive. Les problèmes sont tous abordés au sein du groupe. Chaque communauté a un leader communautaire. Les questions sont d'abord traitées au niveau des ménages et, si elles ne sont pas résolues, alors les quatre dirigeants communautaires tranchent les problèmes ensemble, indépendamment du fait que les plaignants soient d'une communauté ou d'une autre. S'il n'y a pas de résolution, renvoi au chef de canton. Au cours des 4 années passées, aucunes disputes n'ont été renvoyées au chef de canton. Cela suggère un système efficace et bien accepté à Fula Tari.</p> <p>Très peu de litiges sur le vol et l'héritage (les répondants expliquent n'avoir rien à se faire voler ou à hériter les uns des autres (pauvreté).</p>
	Présence d'ex BH (captifs/membres)		Fula Tari abrite un petit nombre de rapatriés BH. Membres de la communauté ont mentionné leur présence, mais aucune autre information disponible quant au nombre, le genre et combien de temps ils peuvent avoir été sur place. L'impression est qu'ils ne sont pas nombreux.

Services essentiels

	Habitat	Orange	<p>Pailloles, avec ajout de buissons / épineux pour essayer de le renforcer. Toits de chaume, pas de bâches en plastique à quelques exceptions près (généralement des structures communautaires et les écoles). Les refuges ne sont pas durables et doivent être partiellement / totalement reconstruits chaque année. Particulièrement les femmes nous ont alertés aux difficiles conditions d'hébergement pendant la saison des pluies, lorsque l'endroit est infesté de moustiques et que leur abri se détériore rapidement.</p> <p>L'accès au bois est sévèrement réglementé, il n'est pas disponible à proximité immédiate de Fula Tari, et habitants préféreraient ne pas l'utiliser pour renforcer leurs abris, par crainte de la réaction des agents des Eaux et Forêts.</p>
	Gestion des déchets	Rouge	Aucun site de décharge / système en place. Les déchets ne sont pas éliminés de manière structurée. Il est intéressant de noter que les gens ont très peu pour commencer, et donc très peu de déchets autour de Fula Tari.

	Toilette	Rouge	Rien
	Accès à l'eau	Orange	<p>Principalement l'eau du Lac Tchad pour la consommation quotidienne. Trois puits sont disponibles sur place, deux sont saumâtres. Les animaux sont infestés de vers (ils paissent dans les herbes du lac). Il n'y a pas d'installation / processus de filtrage / traitement de l'eau à Fula Tari.</p> <p>Dans l'ensemble l'accès à l'eau potable est largement insuffisant. L'accès à l'eau est la seule source de conflit, et les jeunes hommes se battent régulièrement à proximité du puits.</p>
	Accès à la nourriture	Orange	<p>Limité. Les participants soulignent comment ils sont arrivés il y a quatre ans et les jours se sont écoulés sans manger. Les participants se plaignent régulièrement de la faim au cours de notre visite. Fula Tari est le seul site où les jeunes hommes valides ont soulevé cette question.</p>
	Accès aux services de santé	Rouge	<p>Aucun disponible sur place. En cas de besoin, les patients peuvent marcher pendant 1h30 pour atteindre un « médecin communautaire » qui est en fait un commerçant de médicaments. Lorsqu'on demande à une femme ou son enfant est né, elle nous a dit avoir voyagé à dos d'âne pour plus de 1h30 pour rejoindre le centre de santé de Melea.</p>
	Accès à l'éducation	Orange	<p>Deux écoles. Pour les deux premières années d'éducation formelle (CP1 et 2, à savoir de 6 et 7 ans), les enfants peuvent aller à l'école formelle. Les enfants plus âgés jusqu'à l'âge de 15 ans peuvent fréquenter l'école informelle et acquérir des compétences en lecture et en calcul.</p>
	Salle communautaire	Jaune	<p>Deux lieux de rencontre, dont un construit par COOPI, et utilisé pour les projets psychosociaux. Le lieu a un toit de chaume et une bâche plastique. Beaucoup de vent / poussière, aucune intimité.</p> <p>Les participantes ont indiqué qu'ils se réunissent aussi souvent que possible, au-delà des frontières ethniques. En l'absence d'infrastructures adéquates, l'endroit de réunion principal est en faisant la lessive avec les enfants (seulement femmes, au bord du lac).</p>
	Accès aux communications	Jaune	<p>La plupart des hommes ont un téléphone cellulaire, qu'ils utilisent aussi pour se tenir informé et écouter la radio. Très peu de femmes en ont. Les hommes indiquent qu'ils utilisent leur téléphone pour se renseigner sur le prix des cultures / articles commerciaux dans d'autres endroits.</p>

	Accès à l'aide étrangère	Orange	Limité. Le PAM, COOPI (santé mentale), la FAO (pompes d'irrigation pour un « groupement »). Besoins humanitaires de base pas couverts, à commencer par l'eau / assainissement et la nourriture. Il faut noter que de nouveaux abris « fantômes » appartiennent aux citoyens qui se sont inscrits en tant que personnes déplacées à Fula Tari et reviennent lorsque les distributions ont lieu. Tous les répondants indiquent que tout est distribué sur le camp est partagé dans la mesure du possible. Ils sont « très reconnaissants » aux humanitaires, mais leur situation reste désastreuse.
	Mosquée / église	Vert clair	Une mosquée. Aucune église. Les utilisateurs peuvent / investiront si et lorsque leurs conditions améliorent.
<h2>Moyens de subsistance</h2>			
	Elevage	Orange	La plupart étaient éleveurs. Ce sont leurs moyens de subsistance principaux avant de déménager à Fula Tari, et leur préférence pour les projets futurs. Ils ont perdu la plupart de leurs animaux à cause de Boko Haram avant de déménager à Fula Tari. Depuis leur arrivée, certains ont bénéficié des AGRs (par exemple, le PAM verse une allocation mensuelle de 6000 CFA, en plus de l'alimentation / semences pour les bénéficiaires sélectionnés). Très peu d'animaux peuvent être vus sur le site / dans le Ouaddi, et tous sont beaucoup plus maigre qu'ailleurs (par exemple les îles Fitine et Koulfoua).
	Agriculture	Orange	Le polder appartient à la communauté hôte adjacente de Ngambea. Les gens de Fula Tari travaillent soit comme journaliers (1000 à 1500 CFA par jour plus un repas) ou louent une parcelle de terrain (l'utilisateur paie un tiers de son / sa production agricole comme loyer au propriétaire). La production agricole - principalement le blé, le maïs et légumes (oignons, haricots verts et fèves).
	Pêche / Pêche	Orange	Limité. La plupart n'ont pas de matériel et doivent le louer (y compris le bateau lui-même). Transaction non-monnaire, le pêcheur gardera un tiers des prises pour sa famille, un tiers à la vente, et un tiers comme « frais de location » pour le bateau / équipement.

	Accès au crédit / financement	Rouge	Aucun. L'argent est une denrée rare à Fula Tari. Les paiements sont principalement en nature (une partie de la récolte, une partie des captures) ou rétroactifs (vous obtenez à l'avance en nature, le commerce et payer alors à partir du bénéfice en espèces). Si vous avez des relations, vous pouvez aller à Bol et obtenir 10 000 CFA et vous pouvez démarrer une entreprise.
	Emplois qualifiés / spécialisés	Jaune	Une demi-douzaine de mécaniciens et apprentis, les exploitants des petits moulins ; un certain nombre de tisseuses (quoique sans activité) et les commerçantes (principalement condiments et produits alimentaires) ; 2 salons de coiffure et un tailleur seulement.
	Dynamique de marché	Orange	Les petits commerçants sont généralement des femmes qui achètent en « vrac » (10 000 CFA) et font la vente au détail à Fula Tari (condiments, sucre, principalement alimentaires). Outils, pièces de rechange et la plupart des produits ne sont pas disponibles sur place mais doivent être achetés directement sur le marché à Bol. Les marchés les plus proches pour les commerçants sont à Melea et Matafo (environ 7 km, 1h30 de marche) et Bol (15 km, 3 heures de marche dans chaque sens).
	Autres commentaires		Lorsqu'on leur a demandé quels sont les moyens de subsistance préférés, l'élevage était au premier rang (en particulier l'élevage de chameaux et les petits ruminants), suivie par le petit commerce de produits alimentaires et de condiments. S'agissant des cultures, le maïs est considéré comme le meilleur choix en termes de retour sur investissement.

Population / préoccupations de protection

	Femmes	Pas de préoccupation particulière par rapport à la SGBV, malgré l'absence de toilettes. Baignade a lieu « à la maison » où des baraques de paille fournissent l'intimité limitée. Les participantes ont insisté avoir besoin des fondamentaux en termes d'accès à l'eau potable, la nourriture, des bâches en plastique et des latrines. Certaines femmes ont un certificat de naissance, mais elles sont une minorité. Plusieurs femmes élèvent les orphelins et peuvent avoir besoin d'un soutien spécifique dans le cadre des initiatives de coexistence locales, afin de les aider les groupements sont une option intéressante .
---	---------------	---

	Hommes	Extorsion (500 à 1000 CFA) aux postes de contrôle pour ceux qui n'ont pas de documents valides (la plupart). Faciliter l'accès aux certificats de naissance serait un changement important pour les hommes peul Tari.
	Enfants	<p>L'accès à l'éducation est limité et insuffisant. Un certain nombre des adolescents et des jeunes adultes que nous avons interrogés ont dit avoir « faim ». Cela vaut sans doute pour les écoliers aussi. Les élèves ne peuvent plus se permettre des kits fixes / scolaires, qui ni COOPI, ni l'UNICEF ne fournit plus.</p> <p>Le groupe de jeunes dit être bien intégré dans la communauté, il n'y a pas de tension entre les générations. Au contraire, les dirigeants communautaires consultent le sur une base régulière. Les jeunes ont deux équipes de football (AS Coco et AS Fularari), ethniquement inclusif.</p>
	Déplacés et rapatriés	La plupart des répondants sont déplacés eux-mêmes.
	Personnes âgées et /ou handicapées	On estime que 45 personnes ont un handicap de quelque sorte

4.3. Koulfoua profil communautaire

Gouvernance		
	Composition communautaire	<p>Environ 8 à 9 000 personnes vivent sur l'île de Koulfoua, principalement réunis dans la bourgade principale de Koulfoua. D'autres villages jusqu'à 8 kilomètres de distance. A Koulfoua, la population est composée de 14 groupes répartis le long des lignes ethniques et linguistiques - Arabes, Bendel (du Nigeria Delta du Niger), Borno, Boudoumas, Gouran, Haoussa, Jougoun, Kanembou, Kotoko, Mali, Massa, Moundan, Mousgoum, Sara. A noter - « Borno » et « Mali » désignent les étrangers qui sont venus au départ de l'Etat de Borno au Nigeria et du Mali, quelle que soit leur appartenance ethnique d'origine. Dans la pratique, Borno et Mali ne sont pas deux communautés homogènes et comptent pour beaucoup de diversité.</p> <p>Les habitants de Koulfoua viennent principalement de l'île elle-même, avec l'adjonction de Tchadiens d'autres régions du pays, des Tchadiens « retournés » en raison du conflit, et les citoyens nigériens / nigériens qui se sont installés dans l'île.</p> <p>Koulfoua est utilisée comme un centre régional pour ceux à la recherche d'opportunités économiques. Elle est passée par des pics de violence et d'événements traumatiques, sécheresse de 1973, la guerre entre le Nigeria et le Tchad de 1983, les rébellions de 1992-94 et les attentats à la bombe de Boko Haram en 2015-16.</p>

	Conflit / tensions	Jaune	<p>Pas de conflit et aucun signe de tensions interethniques. Toutes les communautés étaient représentées dans nos discussions de groupe et des données empiriques suggèrent que les mariages interethniques ont lieu. A l'exception des « Borno » qui vivent dans un site un peu séparé (apparemment pour des raisons linguistiques), il n'y a aucun signe visible de quartiers organisés le long de lignes communautaires.</p> <p>Lorsque les conflits se produisent, ils sont en rapport avec l'accès aux ressources - Les différends peuvent se produire régulièrement en ce qui concerne les droits de pêche et les prises, surtout pendant la saison haute. Bien que très courants, ces problèmes ne sont pas considérés comme graves. Les litiges relatifs aux droits de pâturage se produisent rarement.</p> <p>Les litiges sont réglés au niveau communautaire (par les dirigeants de la communauté) et seulement portés au chef de canton lorsqu'il n'y a pas de règlement au niveau inférieur. Tous les litiges liés à la pêche ont jusqu'à présent été réglés soit par les dirigeants de la communauté ou le chef de canton. Les litiges liés à la propriété peuvent parfois être référés au système de justice formelle, dans la mesure où ils impliquent des titres de propriété foncières et de la documentation.</p>
	Présence de l'Etat	Jaune	<p>Le personnel de sécurité seulement. Un poste de police, une équipe de la gendarmerie et un avant-poste MNJTF (force estimée à 100).</p>
	Perception de la sécurité	Jaune	<p>La perception de la sécurité est généralement positive. Un couvre-feu est en place, où les habitants ne quittent pas la ville après 18 heures, en notant les patrouilles de la MNJTF sur l'île la nuit. Les intrus peuvent être arrêtés et passés la nuit dans la prison de la MNJTF jusqu'au lendemain matin ou ils peuvent être libérés à condition que les dirigeants communautaires de Koulfoua se portent garant pour eux. Les habitants de Koulfoua ont moins peur que d'habitants Fitine de sortir de leur communauté.</p>
	Perception de la justice	Vert clair	<p>La perception est positive et les répondants parlent avec confiance de leur système de justice à deux vitesses, avec le règlement initial au niveau communautaire, et escalade possible au chef de canton si besoin est. Un comité islamique est en place et aide à traiter les questions d'héritage et les réclamations, si le chef de canton a besoin d'expertise religieuse.</p>
	Présence d'ex BH (captifs/membres)		<p>Aucune, si ce n'est une femme et un enfant placés sous la garde du chef de canton pendant un an, jusqu'à ce qu'ils retournent sur la berge il y a plus d'un an.</p>

Services essentiels			
	Habitat	Orange	Le site a subi une vague d'attentats suicide de Boko Haram en Décembre 2015/2016. Les abris sont constitués de cases de chaume. Ajout de bâches en plastique sur le toit chaque année, avant la saison des pluies, et le retirer à la fin de la saison des pluies pour éviter la déchirure et à l'usure. Tous les trois ans, les bâches doivent être remplacées. Les abris ne sont pas durables et doivent être partiellement / totalement reconstruits chaque année.
	Gestion des déchets	Rouge	Aucun site
	Toilette	Rouge	Rien
	Accès à l'eau	Orange	Les gens utilisent principalement de l'eau du Lac Tchad pour leur consommation quotidienne. Sur cinq puits existants, 4 sont saumâtres
	Accès à la nourriture	Orange	Maïs et / ou poisson tout au long de l'année. Personne ne se plaignait de la faim, à l'exception des enfants des écoles qui quittent l'école pour rentrer à la maison car ils ont « faim ».
	L'accès aux services de santé	Rouge	L'UNICEF a appuyé un centre de santé. De nombreux répondants se sont plaints d'une faible supervision par l'UNICEF, en particulier en ce qui concerne le programme de nutrition. L'alternative est à deux heures de rame, l'île Tchongole, où l'on a accès à un secouriste qualifié et un revendeur de médicaments. Les répondants déclarent des taux élevés de paludisme, dysenterie et typhoïde. Accouchements ont lieu à la maison. Tous les cas graves sont envoyés vers Guitte (vers N'Djamena) ou Mada (nord du Cameroun, au nord de Makari).
	Accès à l'éducation	Orange	Une école primaire permanente construite par l'UNICEF, ainsi qu'une « informelle » (cabane au toit de chaume). Avec une capacité totale de plusieurs centaines d'enfants. La structure est visiblement endommagée et le mobilier cassé. Les enfants peuvent aller et venir comme ils le souhaitent. Les parents se sont plaints de l'éducation de faible qualité.

	Salle communautaire	Orange	Rien. Les membres de la communauté se rencontrent directement chez le chef de canton. Après les attaques de BH de 2015, la peur s'est installée et les gens évitent les grands rassemblements. Ils se réunissent principalement pour les marchés hebdomadaires. Une fois par mois le chef de canton rassemble tous les représentants de la communauté pour faire le point. Les équipes de football des jeunes participent aux championnats régionaux.
	Accès aux communications	Jaune	Environ un tiers des participants de sexe masculin, et un quart des participantes ont un téléphone cellulaire. Les gens les utilisent pour écouter la radio (la plupart du temps de la BBC en langue haoussa).
	Accès à l'aide étrangère	Orange	L'UNICEF peut venir parfois, mais les répondants déclarent que le contrôle / suivi de l'école et le centre de santé est laxiste. Les utilisateurs se plaignent principalement du programme de nutrition (les Plumpy Nut seraient vendus à des négociants au lieu d'une distribution gratuite).
	Mosquée / église	Vert clair	Une mosquée en dur, deux églises en tôles.

Moyens de subsistance

	Elevage	Orange	Un peu, petits ruminants et bovins. Les campagnes de vaccination du CICR se cantonnent aux berges du lac, les animaux souffrent des mêmes vers sur la berge, ainsi que d'autres épidémies. Un exemple - cette année le chef de canton a perdu 80 têtes de mouton pour cause de peste des petits ruminants. Un centre de vaccination existe à Tchongole mais le poste est vacant depuis trois ans.
	Agriculture	Orange	La plupart des éleveurs sont également agriculteurs, en plus des agriculteurs à temps plein. Les stratégies de subsistance les plus efficaces impliquent une combinaison de l'élevage et l'agriculture ou la pêche et l'agriculture.
	Pêche	Orange	Beaucoup de pêche, transformation (fumage / séchage) et revente. La pénurie de poisson est un problème.
	Accès au crédit / financement	Rouge	Complicé et couteux, intérêt de 20 000 CFA par semaine pour un prêt de 100,000 CFA. Système d'avance en nature, ils vendent, génèrent des bénéfices et remboursent a posteriori.

	Emplois qualifiés / spécialisés	Jaune	La plupart des petites affaires impliqués dans la transformation des produits alimentaires et le commerce (condiments, pâtes, beignets, sauces, etc.). Environ une demi-douzaine de répondants a des emplois qualifiés (mécanicien, mécanicien de bateau, tailleur, charpentier, maçon).
	Dynamique de marché	Orange	Les commerçants en contact avec d'autres marchés régionaux / négociants dans les endroits suivants : Kinasserom, Teteoua, Davan Tchali, Bela Regi. Les deux monnaies nigérianes et Tchadiennes sont largement utilisées.
	Autres commentaires		Occasions limitées, petits moulins cassés pour la plupart donc pas de farine d'arachide, de maïs et de haricots. Pièces de rechange non disponibles sauf N'Djamena et au Nigeria. La plupart des commerces de fumage/commerce du poisson sont le fait des femmes. Fruits de palmier doumier sont un bon produit. Besoin de sable (pour la construction). Possibilité d'acheter du sable de Fula Tari ?

Population / préoccupations de protection

	Femmes	Aucune préoccupation particulière par rapport à la SGBV, malgré absence de toilettes / salles de bain. Les parents ne veulent pas envoyer les filles à l'école. C'est un problème et les femmes aimeraient des séances d'information/sensibilisation. Cela signifierait quitter l'île. Les femmes seraient d'accord, mais pas les hommes.
	Hommes	Aucun problème particulier.
	Enfants	L'accès à l'éducation est limité et insuffisant. Les parents ne veulent pas envoyer les filles à l'école hors de l'île.
	Déplacés et rapatriés	La plupart des répondants sont membres de la « communauté d'accueil » et seulement les personnes déplacées / réfugiés minoritaires (dans ce dernier cas, principalement de l'état de Borno au Nigeria).
	Personnes âgées et /ou handicapées	Aucune mention spécifique des personnes âgées et les personnes handicapées.

4.4. Profil communautaire Fitine

Gouvernance		
	Composition communautaire	<p>Environ 4.000 / 5.000 personnes. 10 communautés définies selon des lignes ethniques et linguistiques - les Arabes, Borno, Boudoumas, Guran, haoussa, Kanembou, Kotogo, Mali, Massa, Sara. A noter - « Borno » et « Mali » désignent les étrangers qui sont venus au départ de l'Etat de Borno au Nigeria et au Mali, quelle que soit leur appartenance ethnique d'origine. Dans la pratique, Borno et le Mali ne sont pas deux communautés homogènes et compte pour beaucoup de diversité.</p> <p>Fitine a une tradition de commerce dans la sous-région, avec des connexions jusqu'au Cameroun et au Nigeria. La plupart des répondants sont de Fitine, et tous les enfants sont nés sur l'île. Certains déplacés sont venus à cause de la violence Boko Haram dans leur lieu d'origine, mais qui est une minorité et il n'y a pas eu d'arrivée significative au cours des quatre dernières années.</p> <p>Boko Haram a attaqué l'île en 2015, et pillé, détruit et brûlé tous les biens, paillotes et moyens de subsistance. À la suite des attaques, beaucoup (plusieurs centaines, nombre exact inconnu) ont quitté l'île pour se diriger vers la côte, dans le camp de personnes déplacées de Yakoua. Ils sont revenus un an plus tard et n'ont bénéficié d'aucune aide depuis (sauf pour l'aide AECOM limitée). Niveaux de dénuement très élevés, et des habitants qui vivent encore clairement dans la crainte de Boko Haram.</p> <p>La plupart des enfants ne vont pas à l'école, mais aident leur famille joindre les deux bouts. La communauté est très reconnaissante à l'église qui a construit le centre de santé et des personnes formées pour la vaccination. Cependant, les médicaments / vaccins sont pour la plupart indisponibles. La santé, l'éducation et l'eau sont mentionnés comme priorités, dans cet ordre.</p> <p>1 mois et demi avant cette visite d'évaluation, un groupe est venu du Nigeria. Ils ont reçu aucune aide. 6 mois avant notre visite, un plus grand groupe de déplacés est venu à cause de raids de Boko Haram raids à Gorée, Gulfi Temi, Kallam et Kobirom. Chiffres exacts inconnus, peut-être 400 personnes, en plus du nombre de la population initiale estimée de 4 000.</p>
	Conflit / tensions	<p style="background-color: yellow; display: inline-block; padding: 2px 5px;">Jaune</p> <p>Pas de conflit, mais peur omniprésente de Boko Haram et traumatisme collectif des événements de 2016. Il y a un risque de tensions en raison de la misère qui règne dans Fitine.</p>

	Présence visible de l'état	Jaune	Personnel en uniforme. Un poste de police, une équipe de la gendarmerie et un avant-poste FMM, ainsi que les agents des Eaux et Forêts.
	Perception de la sécurité	Jaune	Fitine a un couvre-feu en place. Les gens ne quittent pas la ville après 18 heures et ne peuvent pas s'aventurer dans la brousse où la FMM entreprend des patrouilles de nuit. Les intrus sont arrêtés en prison jusqu'à l'aube. Ils ne peuvent être libérés que si les chefs traditionnels de Fitine se portent garants d'eux. Les habitants de Fitine ont peur de s'aventurer « loin » de leur communauté car ils craignent les attaques de Boko Haram. Les serpents sont un problème. Il n'y a pas de scorpions.
	Perception de la justice	Vert clair	Trois niveaux, chef communautaire, chef de canton et FMM (pour des infractions graves. Très peu de cas vont à la FMM). Notables travaillent avec le chef de canton pour l'aider à administrer la justice (environ 10 notables par la communauté, y compris les femmes). Dans tous les cas, la priorité va à un règlement amiable, la médiation au niveau communautaire. En cas d'échec (seulement), cela passe au chef de canton.
	Présence d'ex BH (captifs/membres)		Aucune. La crainte qui prévaut et les traumatismes donnent à penser que le travail de réconciliation sera nécessaire, au cas où ces personnes reviennent dans la communauté.

Services essentiels

	Habitat	Orange	<p>Tout le village a été brûlé par Boko Haram en 2015.</p> <p>Abris paille, avec ajout de buissons/ bois / épineux pour essayer de le renforcer. Pas de bâches en plastique à quelques exceptions près. Les utilisateurs essaient de trouver des bâches en plastique chaque année pour la saison des pluies. Quand ils l'ont, ils replient après la saison des pluies pour ne pas l'endommager. Les abris ne sont pas durables et doivent être partiellement / totalement reconstruits chaque année.</p>
---	----------------	---------------	--

	Gestion des déchets	Orange	Quatre sites de décharges pour tout le village, où les utilisateurs abandonnent leurs déchets, et brûlent en petits tas. Les répondants expliquent qu'ils les utilisent deux par deux, et alternent lorsque les deux premiers sites sont pleins. A noter que l'un des sites de décharge est trop près du puits (de la clinique). Présence de piles usagées dans les sites « brûler ».
	Toilette	Rouge	Rien
	Accès à l'eau	Jaune	Principalement l'eau du Lac Tchad pour leur consommation quotidienne. Seul un des trois puits fonctionne. Pas de pièces détachées pour réparer les autres.
	Accès à la nourriture	Jaune	Mais et / ou poisson. Personne ne se plaignait de la faim, à l'exception des écoliers.
	Accès aux services de santé	Vert clair	Un centre de santé construit en dur, avec deux salles de consultation, une salle d'accouchement, un réfrigérateur alimenté panneau solaire pour les vaccins. La structure a été construite par l'Eglise, et un partenaire de l'UNICEF a construit latrines et un puits. Présence de 2 infirmières, 3 sages-femmes, 3 matrones, 1 pharmacien.
	Accès à l'éducation	Rouge	Une grande cabane de paille sert d'école pour les enfants des niveaux 1 à 3 (CP à CE2). Jusqu'à une centaine d'enfants vont à l'école. Structure bancale et battue par les vents. Pas d'équipement de base (meubles, tapis de sol, papeterie). Les élèves apportent leur propre tabouret, généralement un pot de cuisson mis au rebut / jerrican en plastique. Les femmes et les jeunes identifient l'éducation comme secteur d'intervention prioritaire.
	Salle communautaire	Rouge	Un toit de chaume et des nattes de sol. Pas de mur ni de bâche plastique. Les gens se réunissaient habituellement pour Noël, la Tabaski, le Ramadan et Maouloud, en plus des mariages et des baptêmes et célébrations régulières avant la récolte, où les gens dansent et chantent ensemble. Tout cela s'est arrêté après les événements en 2015. Croyance populaire que la terre « est devenue stérile depuis les attaques BH ». Pour l'instant, les gens se rencontrent principalement au marché du lundi.
	Accès aux communications	Orange	Seuls quelques participants ont un téléphone cellulaire, bien moins que dans les autres sites. Très peu ont une radio. Les répondants racontent écouter les nouvelles les soirs ou « le vieil homme » allume la radio. Le potentiel de « vivre ensemble » est réel.

	Accès à l'aide étrangère	Orange	Aucun depuis AECOM a quitté.
	Mosquée / église	Vert clair	Une mosquée en dur, encore quelques structures de chaume pour les autres mosquées (7), ainsi que deux églises.
Moyens de subsistance			
	Elevage	Orange	Au moins deux douzaines sont impliqués dans l'élevage comme moyen de subsistance primaire, principalement des volailles, des canards et des petits ruminants. L'éleveur de poulets le plus réussi est une femme qui a 45 poulets / canards. L'élevage bovin consiste en 15 à 20 têtes de bétail chacun pour quelques personnes seulement (à l'exception d'une personne avec 70 têtes de bétail). En l'absence de bois, les agriculteurs utilisent des feuilles de palmier pour « tisser » des clôtures (peu efficaces).
	Agriculture	Orange	La plupart ont une forme de production agricole. Les stratégies de subsistance les plus efficaces impliquent une combinaison élevage et agriculture ou pêche et agriculture. Tous les répondants impliqués dans l'élevage de volailles et de petits ruminants font également l'agriculture. La principale culture est le maïs, suivi par les haricots verts et le mil. Fitine produit également des fruits (goyaves,) pour la consommation locale, ainsi que pommes de terre et manioc (également pour la consommation locale). Il n'y a pas d'espace de stockage des céréales.
	Pêche	Orange	La pêche est une partie importante de l'économie locale, notamment à des fins commerciales. La meilleure qualité est vendue à N'Djamena pour les poissons frais et fumés. Le fumage du poisson / séchage se fait sur l'île dans une « maison de pêche » (paillotes, un sèche-poisson et des fours). La production est emballée une fois par semaine, avant le jour du marché.
	Accès au crédit / financement	Rouge	Aucun. Les paiements sont rétroactifs, avant une prochaine avance en nature. Les commerçants ne demandent pas d'intérêts. Les femmes étaient des acteurs économiques très actifs avant les attaques de Boko Haram sur Fitine. Elles ne disposent plus d'investissement nécessaire pour redévelopper leur ancienne entreprise (par exemple le commerce du poisson entre les îles).

	Emplois qualifiés / spécialisés	Jaune	Très peu. Cinq moulins à grains existent sur l'île, mais un seul fonctionne. Il n'y a pas de pièces de rechange disponibles pour les 4 autres, et les utilisateurs / exploitants d'usine n'ont pas les moyens de commander des pièces de rechange.
	Dynamique de marché	Jaune	Marché hebdomadaire de Kinasserom (mardi) est le principal marché à proximité de Fitine. Les commerçants de Kinasserom achètent sur Fitine, et apportent du riz / condiments / sucre du Cameroun.
	Autres commentaires		Trading très actif. Le poisson est le produit principal. Petit commerce de produits alimentaires. Grands commerçants viennent de Bol, Cameroun, Nigeria et Ndjaména pour le marché hebdomadaire, ou au moins deux fois par mois.

Population / préoccupations de protection

	Femmes	Pas de préoccupation particulière par rapport à la SGBV, malgré l'absence de toilettes / salles de bain. Mais existence d'un « groupement » de mères adolescentes qui ont besoin d'un soutien spécifique dans le cadre de ce programme. Les choix économiques des femmes sont limités par le manque de liquidités dans l'économie locale (voir ci-dessus l'accès à l'argent).
	Hommes	Aucun problème particulier.
	Enfants	L'accès à l'éducation est limité et insuffisant. Le lieu ne convient pas pour les enfants.
	Déplacés et rapatriés	La plupart des répondants sont membres de la « communauté d'accueil ». Seulement quelques personnes déplacées / réfugiés minoritaires (dans ce dernier cas, principalement de l'état de Borno au Nigeria).
	Personnes âgées et /ou handicapées	Aucune mention spécifique des personnes âgées et les personnes handicapées.

4.5. Île de Koulfoua – autres villages

Gouvernance		
	Composition communautaire	Chiffre de population inconnu. Nos groupes se composent de i) 60 + femmes et ii) 40 enfants et jeunes (ce dernier groupe équilibré entre les sexes) représentant diverses communautés de colonies situées tout autour de la ville Koulfoua, sur l'île Koulfoua. Les participants sont venus de Al Kalio, Bierom, Fodiou, Kambe 1, Kambe 2, Katuga, Kilea, Kolerom, Korutchulom, Koulfoua Koura. Certains établissements sont situés à 8 km. Les participants sont Boudoumas et Haoussa seulement. Ils affirment que la plupart des habitants sont Boudoumas. Certains Kanuri vivent aussi dans leurs colonies (mais pas présent dans notre échantillon).
	Conflit / tensions	Jaune Pas de conflit signalé et aucun signe de tensions interethniques. Le règlement des différends suit le même schéma que dans Koulfoua, premier niveau leaders communautaires et aiguillage alors possible vers chef de canton si le différend n'a pas été résolu. La peur de Boko Haram est beaucoup plus palpable que dans la ville Koulfoua et affecte la vie quotidienne des gens. Par exemple, les femmes tisserands n'osent plus sortir dans la brousse pour recueillir des feuilles de palmier, par crainte d'attaques de Boko Haram. Plus de revenus, maintenant que les feuilles nécessaires ne sont plus disponibles à proximité de leur lieu de vie.
	Présence de l'Etat	Jaune Contingent FMM sur l'île (100 personnes). La police et la gendarmerie dans la bourgade de Koulfoua.
	Perception de la sécurité	Jaune La perception de la sécurité est négative, malgré les patrouilles de nuit de la FMM. Les répondants ont peur (aussi, problème de chiens errants).
	Perception de la justice	Vert clair La perception neutre voire positive. Les femmes ont tendance à contourner leurs dirigeants communautaires et aller directement au chef de canton (Koulfoua) qui leur distribue un peu de cash pour les aider à joindre les deux bouts. Enfants / jeunes ne contournent pas les dirigeants communautaires et ne traitent quasiment jamais directement avec le chef de canton.
	Présence d'ex BH (captifs/membres)	Vert clair Non, mais peur réelle parmi la population. Certains ont encore des parents avec Boko Haram.

Services essentiels			
	Habitat	Orange	Paillotes dans tous les sites, renforcés avec épineux et bois. Pas de bâche plastique disponible. Les refuges ne sont pas durables et doivent être partiellement / totalement reconstruit chaque année.
	Gestion des déchets	Orange	Un terrain dans chaque communauté, puis brûlage.
	Toilette	Rouge	Aucun, sauf pour 6 (sur plus de 50) participants initiaux.
	Accès à l'eau	Rouge	Les gens utilisent uniquement l'eau du lac Tchad pour leur consommation quotidienne. Aucun puits.
	Accès à la nourriture	Orange	Poisson et/ou maïs (boule). La plupart des produits alimentaires sont amenés de l'extérieur de l'île (thé, sucre, sel, huile, condiments). Il semble que les suppléments Plumpy Nut sont vendus plutôt que d'être distribués gratuitement. Plusieurs enfants se plaignent de la faim. Compte tenu des considérations ci-dessous (faibles rendements et de petits poissons dans cette saison), la nourriture peut ne pas être suffisante.
	Accès aux services de santé	Rouge	Aucun. Traitements graves envoyés sur Mada (nord du Cameroun, au nord de Makari, deux jours de rame). Tous les accouchements sont faits à la maison.
	Accès à l'éducation	Rouge	École Koulfoua seulement, pour peu que les enfants marchent jusqu'à 1h30 par trajet. Les enfants n'ont pas de fournitures et se battent régulièrement pour des stylos à bille.
	Salle communautaire	Jaune	Rien. Les enfants / jeunes se réunissent pour jouer au football (il y a 6 équipes sur l'île)
	Accès aux communications	Jaune	Moins de 20% des participants ont des téléphones cellulaires. Les hommes les utilisent pour écouter les nouvelles, les femmes reçoivent les nouvelles de leurs maris.

	Accès à l'aide étrangère	Rouge	Rien
	Mosquée / église	Vert clair	Aucune / une salle de prière au toit de chaume dans chaque établissement. Pas besoin de construire ces installations.
Moyens de subsistance			
	Elevage	Orange	La plupart des animaux ont été emmenés par Boko Haram dans le passé. Un tiers des répondants est impliqué bovins et petits ruminants. Une poignée dans l'élevage de volailles et de canard. Un très petit nombre par personne. Aucune vaccination.
	Agriculture	Orange	40% des personnes interrogées travaillent principalement dans l'agriculture. Les principales cultures sont le maïs, les pommes de terre et les haricots verts. Cependant, le groupe de femme indique que le maïs ne pousse pas bien dans les communautés périphériques. Les rendements sont très faibles.
	Pêche	Orange	25% des répondants sont impliqués dans le commerce de pêche / poisson. Habituelle ségrégation entre hommes et femmes entre les pêcheurs d'une part, et le commerce du poisson qui est la plupart du temps entre les mains des femmes. Businesswomen vendent le poisson et utilisent l'argent pour i) payer les pêcheurs à qui elles ont effectivement emprunté le poisson, ainsi que ii) acheter du sel / des condiments dans d'autres marchés pour ramener à Koulfoua. Les jeunes n'ont pas d'équipement propre. Pirogues / filets sont disponibles pour un loyer mensuel de 25 000 CFA, mais la plupart ne peuvent pas se le permettre. Cependant, il y a très peu de poisson jusqu'à ce que la saison commence vraiment (Avril / mai). Compte tenu des faibles rendements de maïs, les populations ont actuellement peu à manger et peu au commerce. Ils ont besoin d'activités complémentaires à joindre les deux bouts.
	Accès au crédit / financement	Rouge	Aucun. Les femmes vont généralement laver le linge des soldats FMM pour se faire de l'argent
	Emplois qualifiés / spécialisés	Rouge	Très peu d'ensemble (un seul dans notre échantillon)

	Dynamique de marché	Orange	Certains produits alimentaires (beignets, condiments, sauces). Un groupe de femmes exploite un débit de boisson. De nombreuses femmes indiquent qu'elles arrivent sur le marché de Koulfoua pour le commerce des marchandises. Elles peuvent collecter des fagots de bois pour le marché de la ville Koulfoua, sauf qu'il n'y a pas d'acheteurs.
	Autres commentaires	Rouge	25% des femmes du groupe n'ont aucune activité que ce soit (la plupart d'anciens tisserands) et pas d'argent pour commencer même une petite entreprise. A noter, i) le capital nécessaire pour démarrer une entreprise de condiments est de 7.500 à 10.000 CFA ; ii) tisseurs peuvent produire une natte par semaine, qu'ils vendent pour 1.500 CFA. Un nombre élevé de femmes sont intéressées par cette opportunité, mais ont trop peur (de BH) pour aller chercher des feuilles de palmier. Les coûts d'investissement sont très faibles.

Population / préoccupations de protection

	Femmes	Pas de préoccupation particulière par rapport à la SGBV, malgré l'absence de toilettes / bain. Certaines femmes font de l'argent de poche en faisant la lessive du personnel de la FMM. Aucune suggestion de harcèlement.
	Hommes	RAS
	Enfants	L'accès à l'éducation est insuffisant et de mauvaise qualité. Les jeunes enfants ont faim. Les adolescents et les enfants plus âgés mettent en lumière l'absence de toute possibilité et le manque d'argent pour payer quoi que ce soit (par exemple, personne ne peut se permettre de louer un système sonore, à un coût journalier de 3000 CFA). Nombre de jeunes enfants suivent un marabout et mendient pour obtenir un repas par jour.

	Déplacés et rapatriés	<p>20% des femmes présentes sont des ressortissants Tchadiens et nigériens sont venus du Nigeria 3 à 4 ans auparavant. Un nombre similaire est venu du Niger (tous les Tchadiens, sauf une nigérienne). Moins de 10% provenaient du Cameroun (tous les ressortissants Tchadiens). Ils ont tous été ici pendant 3 à 5 ans au plus.</p> <p>La plupart sont venus pour l'une des trois raisons : i) ils avaient des parents sur Koulfoua, ii) la sécurité relative de Koulfoua par rapport à d'autres sites plus proches de la frontière, iii) les possibilités économiques (cette dernière catégorie ne comprend que les ressortissants non Tchadiens).</p>
	Personnes âgées et /ou handicapées	RAS

5. Liste des annexes

Termes de référence

Outils questionnaire et profil communautaire (français)

Outils questionnaires et profil communautaire (en anglais)

Document NPN pour l'équipe de l'OIM

Document NPN pour l'atelier de la société civile Bol